Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 12 avril 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°878 ■

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST

Accélération des travaux exigée

P 16

35 CARGAISONS DE PRODUITS LOCAUX EXPÉDIÉES VERS 19 PAYS

Le "Made in Algeria" s'exporte en force

Depuis Tizi Ouzou, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a donné hier le coup d'envoi de 35 opérations d'exportation simultanées, qu'il a qualifiées de « plus grande opération d'exportation organisée en une seule journée » en Algérie. À travers cette initiative d'envergure, l'Algérie confirme son ambition de s'imposer progressivement comme un acteur crédible sur les marchés internationaux, en s'appuyant sur la montée en qualité de sa production et sur la diversification de ses débouchés.. P 3

AAPI

Lancement de nouveaux projets d'investissement à Ouargla

La wilaya de Ouargla connaît une nouvelle impulsion en matière d'investissement avec le lancement de plusieurs projets structurants visant à renforcer la diversification économique et à soutenir les chaînes de production locales.

P 3

RÉFORME, INVESTISSEMENT ET VALORISATION DES RESSOURCES

Le ministre des Mines et des Industries minières fixe les priorités

Le nouveau ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, a officiellement pris, hier, ses fonctions à la tête de ce nouveau département ministériel créé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier remaniement ministériel opéré jeudi dernier. Une nouvelle organisation visant à impulser une dynamique à un secteur stratégique pour la diversification de l'économie nationale.

P 3

RÉGULARISATION DU FONCIER AGRICOLE

Le ministère se penche sur le dossier

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a présidé, hier à Alger, une rencontre nationale regroupant les cadres et directeurs de l'Office national des terres agricoles au niveau des wilayas, consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'état d'avancement du processus de régularisation du foncier agricole, ainsi qu'à l'examen des insuffisances et des contraintes de terrain empêchant l'atteinte des objectifs fixés dans ce domaine.

P 3

Publicité

SIPSA® FILAHA AGROFOOD

24éme édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika® Food Export

DJAZAQUA®

24e ÉDITION DU SIPSA-FILAHA

L'ANCA appelle à une forte mobilisation des opérateurs

Le Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie agroalimentaire SIPSA Filaha est considéré par l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) comme un événement économique annuel majeur. Il permet aux producteurs de promouvoir leurs produits et d'échanger leurs expériences avec leurs homologues de nombreux pays. Il offre également aux distributeurs et aux professionnels l'opportunité d'élargir leurs réseaux de relations; indique l'ANCA dans un communiqué. Ce salon constitue aussi une occasion de mieux connaître la réalité du secteur agricole en Algérie, ainsi que les dernières innovations et technologies dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie agroalimentaire. La 24e édition du SIPSA Filaha, prévue sous le patronage du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, se tiendra du 18 au 21 mai 2026 au Palais des Expositions d'Alger.
Elle intervient dans un contexte où l'État algérien œuvre à la modernisation du secteur agricole dans toutes ses filières et à la réalisation de la sécurité alimentaire. À cette occasion, l'Association nationale des commerçants et artisans invite l'ensemble des producteurs et des opérateurs du secteur agricole à saisir l'opportunité de participer afin de promouvoir leurs produits, de bénéficier de l'expérience de leurs homologues étrangers et de conquérir de nouveaux marchés. Elle appelle également tous les professionnels des secteurs de la distribution des équipements agricoles et des produits agricoles à profiter de cet événement pour échanger idées et propositions avec les fournisseurs et développer leurs réseaux professionnels.

R E.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le ministère et Green Energy Cluster alignent leurs priorités

Le Président du Conseil d'administration de Green Energy Cluster Algeria (GECA), Mehdi Bendimerad, accompagné de son Directeur général, Boukhalfa Yaïci, a été reçu en audience par le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, le Dr Mourad Adjal. Cette rencontre a permis aux deux parties d'échanger autour des enjeux stratégiques et opérationnels liés à la transition énergétique en Algérie, avec un accent particulier sur le développement des énergies renouvelables.

Synthèse Z R.

Lors de cette réunion, les représentants de GECA ont été informés de la nouvelle vision du ministère, déclinée à court, moyen et long terme. Le ministre a annoncé que le programme solaire de 3 200 MWc est entré dans sa phase de raccordement, avec l'injection progressive des premières centaines de mégawatts. Plusieurs centrales photovoltaïques devraient ainsi être connectées au réseau avant l'été 2026. Selon le ministre, la réussite de la transition énergétique repose étroitement sur le développement technologique et industriel. Le programme des 3 200 MW constitue, à cet égard, un levier structurant pour dynamiser l'économie nationale et accompagner les ambitions énergétiques de l'Algérie aux niveaux régional et international. Il a également exprimé sa volonté de renforcer la coopération avec GECA autour de plusieurs priorités stratégiques, notamment le développement d'une industrie nationale des énergies renouvelables ; le financement de la transition énergétique à travers de nouveaux modèles économiques ; l'élargissement des projets aux solutions hors réseau, à l'éolien et à la biomasse ; la valorisation de la production nationale dans les projets multisectoriels et la décarbonation comme réponse aux défis climatiques et économiques.
Le ministre a souligné que la période 2026–2027 constitue une phase charnière, marquée par la concrétisation du programme 3 200 MWc et la préparation de la phase post-3200 MW, en cohérence avec les orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.
De son côté, le président du GECA a salué le caractère structurant du programme 3 200 MW, qui a permis d'impulser une nouvelle dynamique industrielle et d'encourager l'investissement local, la création de valeur et d'emplois. L'organisation a toutefois souligné la nécessité de renforcer la visibilité à long terme afin de rassurer les opérateurs économiques et d'attirer davantage d'investissements dans le secteur. À cette occasion, GECA a remis au ministre un ensemble de propositions articulées autour de quatre axes principaux, à savoir la politique énergétique nationale et les scénarios de transition à l'horizon 2035 ; les mécanismes innovants de financement de la transition énergétique ; l'exploitation de l'article 103 de la loi de finances 2026, susceptible de mobiliser 785 entreprises industrielles identifiées par la CREG ; ainsi que l'organisation d'une Journée nationale GECA dédiée à cet article, prévue fin juin 2026 à Alger, pour laquelle un parrainage ministériel a été sollicité. En conclusion, GECA a réaffirmé son engagement en tant que partenaire stratégique au service de la politique énergétique nationale, mettant en avant son rôle de force de proposition et d'action. Cette rencontre marque le lancement d'un partenariat opérationnel entre GECA et le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables. Les prochaines semaines devraient être consacrées à la mise en œuvre concrète des axes de coopération identifiés, dans l'objectif de soutenir la transition énergétique en Algérie et de contribuer au développement de l'économie nationale.

TIZI-OUZOU

Coup d'envoi du Salon national des fromages et des produits laitiers

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a donné, samedi à Tizi-Ouzou, le coup d'envoi du Salon national des fromages et des produits laitiers, auquel prennent part 159 exposants de différentes wilayas.
Placé sous le thème "De la qualité locale vers les perspectives d'exportation", le Salon, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Tizi-Ouzou, tenu à la salle omnisports Saïd-Tazrout, au chef-lieu de wilaya, s'étalera jusqu'au 15 du mois en cours.
Cet événement économique constitue une opportunité pour les producteurs, transformateurs et acteurs de la filière lait et dérivés, de mettre en valeur les capacités de leurs entreprises, la qualité de leurs produits et leur potentiel à l'exportation, soulignent les organisateurs.
L'inauguration de ce Salon auquel ont assisté des représentants de huit (8) ambassades étrangères, coïncide avec le lancement d'une grande opération d'exportation de divers produits "Made in Algeria", vers 17 pays, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.
R E.

AAPI

Lancement de nouveaux projets d'investissement à Ouargla

Par Z R.

La wilaya de Ouargla connaît une nouvelle impulsion en matière d'investissement avec le lancement de plusieurs projets structurants visant à renforcer la diversification économique et à soutenir les chaînes de production locales. Inscrite dans le cadre de la dynamique nationale de promotion de l'investissement productif, cette opération concerne un ensemble de projets enregistrés au niveau du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Elle a été supervisée par le wali de Ouargla, Abdelghani Filali, en présence des autorités locales et du directeur du guichet unique, Mouad Mohamed El Moncef.
Au niveau de la zone industrielle de Hassi Ben Abdallah, plusieurs projets ont été lancés, dont la réalisation d'un important complexe d'entrepôts frigorifiques d'une capacité de 20.000 m³. Ce projet vise à renforcer les capacités de stockage et de distribution, notamment pour les produits agricoles et alimentaires, contribuant ainsi à améliorer les conditions de conservation et à assurer une meilleure régulation de l'approvisionnement du marché.
Ce projet devrait générer, dès sa mise en exploitation, près de 200 emplois directs, avec une montée en puissance pouvant atteindre 500 postes, confirmant son impact socio-économique significatif sur la région. Par ailleurs, un projet de transformation primaire du plastique a également été lancé dans cette même zone, dans l'objectif de valoriser la production locale et de développer les activités industrielles. Dans la zone d'activité logistique de la nouvelle ville de Hassi Messaoud, plusieurs projets industriels ont également vu le jour. Ils concernent notamment la fabrication de produits en béton, l'industrie des constructions sahariennes et des structures métalliques préfabriquées, la réalisation d'un complexe de stockage et de réfrigération, ainsi que le développement d'une industrie textile dédiée à la production de vêtements et la fabrication de matériaux de construction en plastique, a détaillé l'AAPI dans un communiqué.
Ces investissements devraient contribuer à renforcer les capacités de production locales afin de répondre aux besoins croissants de développement de la wilaya et des régions voisines, caractérisées par des conditions climatiques spécifiques. Par leur diversité et leur portée économique et sociale, ces projets traduisent une orientation claire vers la mise en place d'un tissu productif intégré. Ils devraient ainsi participer à la consolidation de la sécurité alimentaire, au renforcement des chaînes de valeur et à la création d'emplois durables, tout en accompagnant la transition économique de la région.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

35 CARGAISONS DE PRODUITS LOCAUX EXPÉDIÉES VERS 19 PAYS

Le “Made in Algeria” s’exporte en force

Depuis Tizi Ouzou, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a donné hier le coup d’envoi de 35 opérations d’exportation simultanées, qu’il a qualifiées de « plus grande opération d’exportation organisée en une seule journée » en Algérie. À travers cette initiative d’envergure, l’Algérie confirme son ambition de s’imposer progressivement comme un acteur crédible sur les marchés internationaux, en s’appuyant sur la montée en qualité de sa production et sur la diversification de ses débouchés.

Par Selma R.

Supervisée par visioconférence en coordination avec plusieurs walis, cette initiative d’envergure nationale a mobilisé 13 wilayas, dont Oran, Alger, Annaba, Béjaïa et Biskra, avec des expéditions destinées à 19 pays répartis entre l’Europe, le monde arabe, l’Afrique et le continent américain. Une configuration qui illustre, selon le ministre, « l’ouverture croissante des produits algériens sur des marchés diversifiés et exigeants ». En marge du Salon des fromages et produits laitiers dédiés à l’exportation, organisé dans la wilaya, le ministre a insisté sur la portée stratégique de cette opération. « L’année 2026 est une année d’exportation par excellence », a-t-il affirmé, soulignant que cette dynamique s’inscrit pleinement dans les orientations du président Abdelmadjid Tebboune visant à diversifier l’économie nationale et à renforcer la présence du label “Made in Algeria” à l’international.

Cette opération se distingue par la diversité des produits exportés. Des cargaisons agricoles et agroalimentaires, incluant fruits, dattes, tomates cerises et produits laitiers, ont été expédiées aux côtés de produits industriels tels que l’électroménager, les pièces de rechange, le textile, les produits d’entretien et les emballages. Les matériaux de construction, à l’image du ciment, du clinker, du fer à béton et de la céramique, complètent cette offre, témoignant d’une base productive nationale de plus en plus étoffée.

Pour Kamel Rezig, cette diversité constitue une preuve tangible de la compétitivité des entreprises algériennes. « Le fait d’accéder à des marchés comme l’Europe ou l’Amérique du Nord démontre que nos produits répondent désormais aux normes internationales les plus strictes », a-t-il déclaré, mettant en avant le saut qualitatif réalisé par le tissu productif national. S’exprimant sur l’évolution du secteur, le Professeur Kamel Rezig a ajouté : « La diversité des produits que nous exportons aujourd’hui, particulièrement dans les industries manufacturières et les matériaux de construction, est le reflet direct du développement et de la maturité de notre tissu industriel national ».

L’opération a également mobilisé plusieurs entreprises phares de l’économie algérienne, actives dans des secteurs variés allant de la sidérurgie à l’agroalimentaire, en passant par l’électronique et le textile. Cette synergie entre acteurs économiques traduit, selon le ministre, « une volonté collective de conquérir de nouveaux marchés et de réduire progressivement la dépendance aux hydrocarbures ». Dans un contexte international marqué par une concurrence accrue et des exigences croissantes en matière de qualité, l’État entend poursuivre son accompagnement des opérateurs économiques. « Nous continuerons à lever les obstacles et à ouvrir de nouveaux horizons à l’export », a assuré le ministre, évoquant la mise en place de mécanismes de facilitation et de soutien. Il a également tenu à rassurer les opérateurs en affirmant que « l’État maintient son engagement à accompagner chaque entreprise économique pour accroître ses capacités de projection à l’international », avant de conclure que l’objectif prioritaire reste de « consolider durablement la présence et le prestige du label algérien sur les différents marchés mondiaux ».

En choisissant Tizi Ouzou comme point de départ symbolique de cette vaste opération, les autorités affichent leur volonté de territorialiser la dynamique exportatrice et d’impliquer l’ensemble des régions dans cet élan. Une démarche appelée à se poursuivre, puisque d’autres opérations similaires devraient être lancées prochainement dans plusieurs wilayas du pays.

RÉFORME, INVESTISSEMENT ET VALORISATION DES RESSOURCES

Le ministre des Mines et des Industries minières fixe les priorités

Par Reda Hadi

Le nouveau ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, a officiellement pris, hier, ses fonctions à la tête de ce nouveau département ministériel créé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier remaniement ministériel opéré jeudi dernier. Une nouvelle organisation visant à impulser une dynamique à un secteur stratégique pour la diversification de l’économie nationale.

La cérémonie de passation de pouvoirs s’est tenue au siège du ministère des Hydrocarbures, en présence du ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, de la secrétaire d’État auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Mme Karima Bakir Tafer, ainsi que de plusieurs responsables des groupes Sonatrach, Sonarem et des institutions régulatrices du secteur énergétique et minier.

Dans son allocution, le nouveau ministre a exprimé sa gratitude au président de la République pour la confiance placée en sa personne, considérant cette nomination comme un engagement national majeur au service du développement économique du pays. Il a souligné que ce remaniement s’inscrit dans la vision prospective du chef de l’État visant à donner une nouvelle impulsion au secteur minier, afin qu’il devienne un levier central de diversification de l’économie nationale et de renforcement de la souveraineté économique.

Dans sa feuille de route, M. Hanifi a insisté sur la nécessité de transformer les importantes ressources minières du pays en véritables projets économiques productifs. L’Algérie dispose, selon lui, de gisements stratégiques majeurs, notamment le phosphate, le fer, le zinc, le plomb, l’or et le cuivre, dont la valorisation effective passe par des investissements structurants et une meilleure intégration industrielle.

Le ministre a annoncé que la prochaine étape sera marquée par la mise en œuvre d’une réforme minière moderne, fondée sur la transparence, la simplification des procédures et la promotion d’un cadre juridique attractif pour l’investissement. Cette réforme vise à accélérer la conversion des ressources naturelles en richesses économiques et en emplois durables.

Accélération des grands projets miniers

Parmi les priorités stratégiques du secteur, M. Hanifi a cité l’accélération de plusieurs projets structurants, dont celui de Gara Djebilet, le projet de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour, ainsi que le projet intégré de phosphate de l’Est du pays. Ces projets sont appelés à soutenir les industries sidérurgiques, chimiques et minières nationales.

Le ministre a également insisté sur l’intensification du programme national d’exploration minière à travers l’ensemble du territoire, en s’appuyant sur les technologies de pointe et les compétences nationales, afin d’identifier de nouvelles ressources exploitables et de les transformer en projets industriels à forte valeur ajoutée.

La feuille de route du ministre met également l’accent sur la promotion du contenu local, la modernisation de la gouvernance du secteur et la facilitation de l’investissement. M. Hanifi a insisté sur l’application rigoureuse des dispositifs réglementaires visant à renforcer la transparence et l’efficacité dans la gestion des ressources minières.

Il a par ailleurs souligné l’importance du respect des normes environnementales et de la réhabilitation des sites miniers, dans une logique d’exploitation durable conciliant développement économique et protection de l’environnement.

Au terme de son intervention, le ministre a affirmé son ambition de bâtir un secteur minier « fort, intégré et durable », capable de contribuer efficacement à la diversification de l’économie nationale et au renforcement de la souveraineté économique du pays.

De son côté, le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a réaffirmé la continuité de la vision réformatrice du secteur énergétique et minier, soulignant le rôle central des hydrocarbures comme pilier de la sécurité énergétique nationale, tout en annonçant le lancement prochain du cycle d’appel à investissements « Algeria Bid Round 2026 » destiné à attirer de nouveaux partenaires internationaux.

La secrétaire d’État auprès du ministre des Mines et des Industries minières a, quant à elle, réitéré son engagement à accompagner la dynamique de réforme du secteur et à contribuer à la réussite des objectifs fixés par les pouvoirs publics.

RÉGULARISATION DU FONCIER AGRICOLE

Le ministère se penche sur le dossier

Par Zahir R.

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a présidé, hier à Alger, une rencontre nationale regroupant les cadres et directeurs de l’Office national des terres agricoles au niveau des wilayas, consacrée à l’examen et à l’évaluation de l’état d’avancement du processus de régularisation du foncier agricole, ainsi qu’à l’examen des insuffisances et des contraintes de terrain empêchant l’atteinte des objectifs fixés dans ce domaine.

Lors de son intervention à l’ouverture des travaux, le ministre a souligné l’importance majeure accordée par l’État à la question de la régularisation du foncier agricole, en tant que pilier fondamental de la sécurité alimentaire. Il a insisté sur la nécessité d’alléger les contraintes réglementaires et administratives et de faciliter l’accès au foncier, afin de libérer l’investissement agricole.

Cette réunion s’inscrit ainsi dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République relatives à la régularisation du foncier agricole, et conformément à la feuille de route du secteur pour la période 2026-2027, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Dans ce contexte, le projet de nouvelle loi relative au foncier agricole, actuellement en cours d’examen au Secrétariat général du gouvernement, vise à regrouper les différents textes réglementaires dans un cadre juridique unifié, consacrant le principe de protection du foncier agricole contre toute forme d’atteinte, tout en allégeant les procédures administratives liées à son acquisition, ce qui encouragera l’investissement dans ce secteur.

Par ailleurs, le ministère de l’Agriculture lancera, au cours de cette année, une opération nationale de caractérisation des sols, afin d’établir des cartes détaillées de la nature et des propriétés des sols à l’échelle nationale, permettant ainsi d’orienter l’activité agricole sur la base de données scientifiques précises, ajoute la même source.

La rencontre a également permis d’écouter les préoccupations des directeurs de wilayas, qui ont exposé les difficultés et obstacles entravant le processus de régularisation du foncier, tout en proposant des suggestions à intégrer dans le projet de nouvelle loi sur le foncier agricole.

À la fin de la rencontre, le ministre Yacine Oualid a donné une série d’orientations et d’instructions visant à accélérer le processus de régularisation du foncier agricole et à le mettre en œuvre en coordination avec les différents secteurs concernés, tout en procédant au recensement de l’ensemble des situations en suspens, afin d’apporter des solutions réglementaires ou juridiques dans les plus brefs délais.

PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DANS LE SECTEUR PORTUAIRE

Le ministre souligne l'importance de la concrétisation efficace des engagements juridiques

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud a souligné, jeudi à Alger, l'importance de la concrétisation efficace des obligations légales relatives à la protection des données à caractère personnel dans le secteur portuaire, lequel connaît une forte imbrication des acteurs et une diversité d'activités. Dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, M. Djamel Eddine Abdelghani Dridi, lors d'une journée d'étude organisée par le Groupe des services portuaires "Serport" sur la protection des données à caractère personnel dans le secteur portuaire au regard de la loi 18-07 modifiée et complétée, M. Sayoud a souligné que la protection de ces données s'avère "une nécessité juridique, éthique et sociale, dépassant les simples procédures techniques pour constituer un pilier essentiel de la préservation de la dignité humaine et de la garantie des droits et libertés individuelles".
Le ministre a, dans ce sens, relevé que la spécificité de certains secteurs vitaux, à l'instar des ports, qui connaissent une forte imbrication des acteurs et une diversité d'activités, en fait un espace numérique d'échange d'une masse importante de données concernant divers opérateurs, ce qui impose, a-t-il dit, "davantage" de responsabilité pour garantir la sécurité des données, notamment à travers l'adoption d'approches globales dépassant les aspects techniques pour inclure le renforcement de la gouvernance et l'ancrage d'une culture de protection au sein des entreprises.
Dans cette optique, le secteur s'engage, à mettre en place des mécanismes efficaces pour superviser les pratiques de traitement, afin de garantir l'équilibre entre les bénéfices de la transformation numérique et la protection de la vie privée des personnes, a-t-il ajouté. Pour sa part, le Président-directeur général (P-dg) de l'entreprise "Serport", Riyad Hadjal, a relevé l'importance du strict respect des dispositions légales relatives à la protection des données à caractère personnel, à la lumière de la transformation numérique que connaît le secteur portuaire et des défis croissants qu'elle engendre en matière de sécurité de l'information.

R E.

SIMEM 2026

L'École supérieure en sciences biologiques d'Oran met en avant des pratiques innovantes

L'Ecole supérieure en sciences biologiques d'Oran (ESSBO), a présenté, à travers sa filiale économique Genoselab, lors du Salon international de la santé (SIMEM), qui se poursuit dans sa quatrième et dernière journée, une gamme de prestations innovantes destinées au développement de la recherche scientifique et au diagnostic biomédical, a indiqué Mme Brakna Chaima Naïla, doctorante en biotechnologie microbienne au niveau de cette structure, relevant du secteur de l'enseignement supérieur. Intervenant en marge de cette manifestation scientifique, Mme Brakna a précisé que cette filiale récemment créée propose, notamment, des prestations d'identification microbienne par la technologie MALDI-TOF, ainsi que des services de séquençage génétique, incluant les techniques Sanger et le Next Generation Sequencing (NGS), en plus de la conception et de la synthèse d'amorces au niveau national. Elle a souligné que ces services étaient disponibles depuis le lancement de la plateforme technologique de l'Ecole supérieure, en mars 2022, ajoutant que la création récente de la filiale économique vise à valoriser ses capacités et à les mettre davantage au service des acteurs nationaux, publics et privés, reflétant ainsi la dynamique active de l'enseignement supérieur en Algérie au sein de son environnement socioéconomique. La même intervenante a fait savoir que Genoselab collabore avec des partenaires issus aussi bien du secteur public que privé, dans une démarche visant le renforcement de la recherche scientifique et le développement de solutions locales adaptées aux besoins nationaux. Mme Brakna a, en outre, mis en exergue l'impact de ces technologies, jusque-là accessibles principalement à l'étranger, sur l'amélioration du diagnostic rapide, notamment en milieu hospitalier, ainsi que sur le développement de la recherche en biologie moléculaire en Algérie.
La 28e édition du Salon International de la Santé (SIMEM), a été ouverte, mercredi au Centre des conventions d'Oran, avec la participation 196 exposants, représentant 567 firmes de 36 pays.

APS

ENTREPRENEURIAT ET INNOVATION

L'ESAA signe deux convenions avec Nesda et Algeria Venture

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) a signé, jeudi à Alger, deux conventions de coopération avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et l'accélérateur public Algeria Venture, dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation et de soutenir les start-up en Algérie.
La signature de ces conventions est intervenue en marge du Forum sur l'entrepreneuriat et l'innovation scientifique, sous l'égide de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, et du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, en présence de responsables et de cadres d'organismes publics opérant dans le domaine de l'innovation.
A cette occasion, la Directrice générale de l'ESAA, Mme Lynda Benhadja Boutekrabt, a indiqué que la première convention, signée avec la NESDA, vise à établir un partenariat stratégique pour promouvoir la culture entrepreneuriale auprès des étudiants, des diplômés et des porteurs de projets, à travers la création d'un centre de développement de l'entrepreneuriat au sein de l'école, en tant qu'espace permettant de former et d'accompagner les porteurs de projets dans la concrétisation de leurs idées innovantes.
Cette convention prévoit également la mise en place d'un guichet unique de l'entrepreneuriat au sein de l'école pour permettre aux étudiants et aux diplômés de créer aisément des projets économiques, à travers la simplification des procédures administratives et le rapprochement de l'administration des porteurs de projets, a-t-elle ajouté. La deuxième convention, signée avec Algeria Venture, vise à renforcer l'innovation et à développer les mécanismes de soutien aux start-up, à travers le lancement d'un programme de formation exécutive intitulé "Executive Venture Program", destiné aux start-up à fort potentiel, afin de renforcer leurs capacités stratégiques et d'accompagner leur expansion sur les marchés national et international.
Synthèse R E.

TOURISME

Plusieurs projets en cours de réalisation à Tissemsilt

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a salué, jeudi, le programme complémentaire de développement ayant renforcé la wilaya de Tissemsilt par de nombreux projets touristiques, susceptibles d'améliorer l'attractivité touristique de la région.
Lors de sa visite de travail dans la wilaya, Mme Meddahi a indiqué que les projets en cours de réalisation ou déjà mis en service dans le secteur du tourisme contribueront à insuffler une nouvelle dynamique à l'activité touristique, favorisant ainsi le développement économique, la création de richesse et d'emplois.
La ministre a également souligné que la wilaya de Tissemsilt a été classée dans le cadre du Schéma directeur national du tourisme, en raison de ses potentialités touristiques variées, notamment forestières, thermales et montagneuses, ce qui en fait un pôle touristique par excellence et renforce les opportunités d'investissement dans une perspective de développement durable, respectueuse de l'environnement.
A cette occasion, elle a appelé à l'utilisation de matériaux naturels et écologiques lors de la réalisation des projets touristiques dans les espaces naturels et forestiers de la wilaya.

R E.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Avril 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	65	74	56	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	182	199	164	الطماطم	
	Oignon sec	102	113	91	البصل الجاف	
	Ail sec	933	1049	817	الثوم الجاف	
	Carotte	110	124	96	الجزر	
	Navet	110	124	96	اللفت	
	Choux fleur	168	183	152	قرنبيط	
	Choux	103	115	90	الكرنب	
	Courgette	122	136	108	الكوسة	
	Haricot vert	330	360	300	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	129	143	114	الخس	
Fruits frais	Orange	256	305	206	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	193	218	169	الليمون	
	Pomme locale	433	522	345	التفاح المحلي	
	Datte	497	625	369	التمر	
	Banane	450	466	434	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1966	2118	1813	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	388	401	374	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les cours de l'or évoluent en légère baisse

Les cours de l'or évoluaient en légère baisse vendredi, impactés par un raffermissement du dollar et les incertitudes entourant la situation sécuritaire au Moyen-Orient. L'or au comptant baissait de 0,2% à 4.752,67 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en juin ont reculé de 0,9% à 4.776,60 dollars. L'indice dollar s'est renforcé, renchérissant le coût du lingot libellé en billets verts pour les détenteurs d'autres devises. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a progressé de 0,5% à 75,48 dollars l'once, le platine a cédé 2,5% à 2.049,84 dollars et le palladium a reculé de 0,3% à 1.552,59 dollars.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 148,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

ALGÉRIE–ESPAGNE

Un partenariat énergétique en consolidation

L'Algérie confirme sa place stratégique sur le marché gazier ibérique en assurant 30,2 % de l'approvisionnement total de l'Espagne, soit 11 373 GWh. Ce positionnement en tant que deuxième fournisseur contribue à renforcer la sécurité énergétique espagnole, dans un contexte où l'Union européenne tente, non sans difficultés, de concrétiser son plan de sortie du gaz russe à l'horizon 2027.

Par S. R.

Le marché gazier ibérique a ainsi présenté, en mars dernier, une configuration révélatrice des nouveaux équilibres énergétiques. L'Espagne a enregistré une hausse notable de ses importations de gaz naturel liquéfié, y compris en provenance de Russie, illustrant le décalage persistant entre les ambitions politiques européennes et les réalités du marché, selon une analyse publiée le 10 avril 2026 par le quotidien espagnol « La Razón ». Dans ce paysage en mutation, les États-Unis occupent la première place avec 11 938 GWh, soit 31,7 % des importations mensuelles, tandis que l'Algérie suit de près. Cette performance repose sur un modèle d'approvisionnement hybride, combinant livraisons par gazoduc et expéditions de GNL, ce qui confère à Alger une flexibilité particulièrement appréciée par ses partenaires européens. De son côté, la Russie se maintient en troisième position avec 26,1 %, enregistrant une progression notable sur une année. Sur l'ensemble du premier trimestre 2026, cette hiérarchie se confirme. L'Algérie totalise 30 616 GWh, soit près de 29,6 % des importations espagnoles, consolidant ainsi son rôle de fournisseur clé aux côtés des États-Unis. À eux deux, ces pays couvrent près de 62 % des besoins gaziers de l'Espagne, soulignant leur poids déterminant dans l'équilibre énergétique du pays. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte géopolitique particulièrement tendu, notamment au Moyen-Orient, où les menaces pesant sur le détroit d'Ormuz perturbent les circuits traditionnels d'approvisionnement. Dans ce cadre, l'Algérie apparaît comme un partenaire fiable et stable, capable de s'adapter rapidement aux fluctuations de la demande européenne. Parallèlement, la montée des importations de gaz russe, qui ont presque doublé en un an, met en évidence les limites de la stratégie européenne. Bien que Bruxelles ait fixé des échéances strictes, notamment l'interdiction des nouveaux contrats de GNL dès 2027 et l'arrêt total des flux par gazoduc à la même échéance, les contrats à long terme existants continuent de produire leurs effets, en particulier ceux liés au projet Yamal LNG. Sur le plan opérationnel, l'Espagne affiche toutefois des indicateurs de sécurité rassurants. Ses stocks souterrains sont remplis à hauteur de 60 %, tandis que ses terminaux de regazéification fonctionnent à 65 % de leur capacité. Le pays a, en outre, diversifié ses sources d'approvisionnement en important du gaz depuis une dizaine de pays, même si aucun fournisseur du Moyen-Orient ne figure actuellement dans ce portefeuille en raison des tensions régionales. Enfin, la demande intérieure connaît des évolutions contrastées. Si la consommation globale a légèrement progressé de 1,3 % en mars, l'utilisation du gaz pour la production d'électricité a fortement augmenté, avec une hausse de 46,8 %, traduisant une dépendance accrue aux centrales thermiques. À l'inverse, la consommation conventionnelle des ménages et de l'industrie est en recul. Dans le même temps, l'Espagne consolide son rôle de hub gazier régional, avec des exportations en hausse de 2,8 % vers le reste de l'Europe.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST

Accélération des travaux exigée

Par R E/Agence

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, lors de sa visite de travail effectuée dans les wilayas de Tébessa, Souk Ahras et Annaba, sur la nécessité de réduire les délais de réalisation et de maintenir une cadence soutenue des travaux relatifs à la ligne ferroviaire minière Est, projet stratégique destiné à renforcer le transport des ressources minières.

À Tébessa, le ministre, accompagné des autorités locales civiles et militaires, a souligné l'importance d'accélérer le rythme des chantiers et de renforcer les moyens humains et matériels mobilisés afin de garantir la livraison du projet dans les délais prévus. Il a salué le bon avancement des travaux, réalisés dans des conditions de terrain difficiles, grâce à l'engagement des différents intervenants. Le ministre a précisé que les équipes travaillent selon un système de rotation 3x8, sept jours sur sept, avec une main-d'œuvre entièrement nationale, issue principalement de la wilaya de Tébessa et des régions voisines, ce qui reflète, selon lui, la mobilisation collective autour des projets structurants du pays.

À Souk Ahras, Abdelkader Djellaoui a appelé à maintenir la cadence des travaux et à renforcer les chantiers par des moyens supplémentaires, tout en veillant au respect des normes de qualité et des délais contractuels. Il a également salué les capacités des entreprises nationales actives dans le secteur ferroviaire, relevant les progrès réalisés sur plusieurs segments du projet, notamment sur le tronçon reliant Bouchegouf (Guelma) à Souk Ahras sur 121 km.

Le ministre a également inspecté plusieurs chantiers, dont la gare d'Oued Damous et des travaux de ballastage dans la commune d'Oued Keberit.

À Annaba, Abdelkader Djellaoui s'est enquis de l'état d'avancement des travaux d'extension du port phosphatier, incluant la réalisation du quai minéralier inscrit dans le cadre du projet intégré du phosphate. Il a insisté sur la nécessité de maintenir un rythme de travail en continu, 24h/24, afin d'accélérer la réalisation de cette infrastructure stratégique.

Sur site, le ministre a inspecté plusieurs ateliers maritimes, notamment les opérations de fabrication de blocs en béton, de dragage et de remblaiement en mer, ainsi que les équipements spécialisés utilisés pour la mise en œuvre du projet. Il a été indiqué que la réalisation est assurée par plusieurs entreprises nationales et partenaires étrangers, mobilisés autour des différentes composantes techniques du chantier.

Selon les données présentées, une partie des pieux métalliques a déjà été posée, tandis que les travaux se poursuivent pour atteindre les profondeurs requises et renforcer les infrastructures portuaires.

Le ministre poursuivra sa visite par l'inspection du tracé de la ligne ferroviaire minière Est, long de 422 km, reliant Annaba aux gisements de Djebel El Onk et de Bled El Hadba dans la wilaya de Tébessa.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Rencontre régionale sur le contrôle technique de véhicules à Ghardaïa

L'importance du contrôle technique des véhicules et son rôle dans le renforcement du système national de sécurité routière ont été mis en avant par les participants à une rencontre régionale organisée samedi à Ghardaïa.

Dans son intervention, le directeur général (DG) de l'administration générale au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Mohamed Farouki a indiqué que cette rencontre visait à renforcer le rôle du contrôle technique comme facteur essentiel dans le système national de sécurité routière, et ce à travers la sensibilisation des différents acteurs sur le respect des normes techniques.

Outre la vulgarisation de la mission du contrôleur technique dans la prévention des accidents de circulation, la rencontre constitue une occasion pour les participants issus des wilayas du Sud d'échanger leurs expériences professionnelles, à même de réduire les accidents de circulation et assurer le bon état des véhicules.

De son côté, le directeur général de l'établissement national de contrôle technique automobile (ENACTA), Kheireddine Chalabi a mis l'accent sur le nécessaire respect des normes de contrôle technique, élément fondamental de conformité des véhicules, contribuant ainsi à la réduction des accidents de circulation, la protection des vies et des biens et le renforcement du système de transport.

La rencontre a été riche en communications ayant trait au contrôle technique des véhicules, notamment le transport en commun, considéré comme facteur essentiel à la sécurité routière, la durée de vie du parc roulant, l'amélioration du service public, l'état technique des véhicules, la réduction des accidents sur les autoroutes, ainsi que sur les mécanismes d'action commune en appui aux efforts de sensibilisation.

L'objectif de la rencontre est de renforcer le rôle du contrôle technique auprès des différents acteurs, l'amélioration de la qualité de service et l'échange d'expériences entre wilayas du Sud pour l'amélioration de la profession et l'uniformisation des missions de contrôle technique.

APS

UNE DÉLÉGATION DU CREA REÇUE À MADRID PAR UNE RESPONSABLE ESPAGNOLE

Des projets concrets pour renforcer les échanges économiques

La coopération économique entre l'Algérie et l'Espagne se consolide davantage à travers une réunion de travail tenue à Madrid entre une délégation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), conduite par son président Kamel Moula, et la secrétaire d'État espagnole au Commerce, Amparo López, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Espagne.

Cette rencontre, organisée au lendemain de la signature d'un mémorandum d'entente entre le CREA et la Confédération espagnole des organisations patronales (CEOE), s'inscrit dans une dynamique de renforcement des relations économiques bilatérales et de promotion de partenariats structurants entre opérateurs algériens et espagnols.

"Cette rencontre a permis de confirmer la volonté commune de renforcer la coopération économique bilatérale et d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et espagnoles", s'est félicité M. Moula, cité dans le communiqué.

Plusieurs résultats concrets ont été actés, notamment l'organisation prochaine d'un forum économique algéro-espagnol à Madrid, ainsi que la mise en place d'un Conseil d'affaires bilatéral, destinés à structurer les échanges et à accompagner le développement des partenariats entre les entreprises des deux pays, ajoute la même source.

Les discussions ont également permis d'identifier plusieurs secteurs prioritaires de coopération, parmi lesquels l'énergie, l'eau, les infrastructures et l'agro-industrie, dans une logique de complémentarité et de création de richesses et d'emplois.

Dans ce cadre, les échanges ont largement porté sur "le développement de projets de co-production industrielle, ainsi que sur les conditions permettant d'accroître le nombre d'entreprises espagnoles implantées en Algérie, notamment sur des segments à forte intensité énergétique".

Les parties ont également souligné le rôle "stratégique" de l'Algérie en tant que plateforme d'accès aux marchés régionaux et limitrophes, offrant des perspectives de développement élargies aux entreprises engagées dans cette dynamique de coopération.

"Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Traité d'amitié entre l'Algérie et l'Espagne, pleinement en vigueur, et traduit une volonté commune d'intensifier les relations économiques et commerciales entre les deux pays", conclut le communiqué.

R E.

EL BAYADH

Réalisation d'un exercice de simulation d'intervention en cas d'incendies de forêts

Les services de la Protection civile de la wilaya d'El Bayadh ont procédé, dans le cadre de la mise en œuvre du plan communal de secours, à la réalisation d'un exercice de simulation visant à faire face aux incendies de forêts et de cultures agricoles, et ce dans le cadre des efforts visant à évaluer le niveau de préparation face aux différentes catastrophes et incidents, selon un communiqué de ces services.
La même source a indiqué que, dans le cadre de l'activation du plan communal de secours et du test du degré de préparation des différents services intervenant lors des catastrophes liées à divers risques, l'unité de secteur de la Protection civile de la commune d'El Kheither a organisé cet exercice sous la supervision des autorités locales de la daïra de Bougtob et de la commune d'El Kheither, en présence du chef d'unité et des représentants des différents services concernés.
Le scénario de l'exercice a consisté en le déclenchement d'incendies de forêts et de cultures agricoles dans la commune d'El Kheither, ce qui a nécessité l'activation du plan de secours et la mobilisation des différentes équipes spécialisées. Cet exercice vise à mesurer l'efficacité du système d'alerte dans le cadre du plan d'organisation des secours communal, à évaluer le degré de préparation et de disponibilité des différents services pour intervenir, à tester l'efficacité des plans et des moyens mobilisés, ainsi qu'à promouvoir la culture de prévention des risques auprès des différentes catégories de la société, tout en évaluant la qualité de la coordination entre les différents services intervenants et en s'assurant de son efficacité. Cet exercice s'inscrit également, selon la même source, dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités d'intervention et à assurer une prise en charge optimale des différents accidents et catastrophes, a-t-on ajouté.
APS

AQUACULTURE

Journées de sensibilisation et d'orientation au profit des jeunes

La chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel Abbés a organisé deux journées de sensibilisation et d'orientation au profit des jeunes en quête d'investir dans le domaine d'aquaculture.
La première journée de sensibilisation s'est tenue au niveau du complexe sportif de proximité Belabbés Abdelkader à Sidi Ali Boussidi. Cette journée avait pour thème la sensibilisation à la création de petites et moyennes entreprises (PME) dans le secteur aquacole au sein de la commune de Sidi Ali Bousidi. Cet événement a réuni les autorités municipales locales, les partenaires de la chambre et des agriculteurs intéressés par l'aquaculture intégrée à l'agriculture. La réunion a été ponctuée de présentations d'organismes de soutien participants, d'une compagnie d'assurance et de la chambre de commerce de SBA.
Des présentations ont suscité un vif intérêt et de nombreuses questions de la part des participants. Enfin de cette journée, des certificats de reconnaissance ont été remis à tous ceux qui ont contribué au succès de cette journée.
Le jour suivant, la chambre inter wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel Abbés a organisé, en collaboration avec la chambre de l'agriculture de Saïda, une journée d'étude et de sensibilisation sur l'aquaculture intégrée à l'agriculture. Le directeur de la chambre inter wilayas de SBA, Toufik Boutouchent, a présenté en détail les principes de l'aquaculture et la mise en place d'étangs piscicoles en milieu agricole. Le directeur de la chambre de Saïda a également apporté son soutien et ses encouragements aux agriculteurs de la région.
Agence

AÏN TEMOUCHENT

Huit points de vente de moutons de l'Aïd aménagés

Le secteur des services agricoles de la wilaya d'Aïn Temouchent a consacré huit (8) points de vente pour la commercialisation des moutons de l'Aïd importés, a indiqué le directeur local du secteur, Mohamed Mehdi Kada.

Rédaction régionale

L'opération a été menée en coordination avec les services de la wilaya. A ce titre, deux parcs relevant des communes de Sidi Boumediene et Aïn El Arbaâ ont été mobilisés à cet effet.
Deux autres points de vente ont également été aménagés au niveau des fermes pilotes relevant du secteur public dans les communes de Chaâbat El Lahm et Aïn Kihal.
En outre, deux exploitations agricoles ont été retenues, la première située au village « Aouras El Maïda » dans la commune de Hammam Bouhadjar, et la seconde dans la commune de M'said.
Un autre point de vente a été installé dans la zone industrielle de la commune d'Aïn Temouchent, a précisé la même source.
Les services agricoles, en coordination avec les communes concernées, ont pris toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement de l'opération, notamment à travers la sécurisation des sites de vente et la mobilisation d'équipes vétérinaires chargées de veiller à la salubrité des animaux, a ajouté M. Kada.
Parallèlement, les quantités nécessaires d'aliments pour le bétail ont été mises à disposition au niveau des points de regroupement et de vente des moutons, réparties à travers les huit daïras de la wilaya, selon la même source.
Enfin, l'opération commerciale relative à la vente des moutons de l'Aïd importés à Aïn Temouchent sera supervisée par l'Office national des aliments du bétail.

GUELMA

Arrestation des auteurs du vol de fonds dans une banque, près de 14 milliards de centimes récupérés

Le service régional de lutte contre le crime organisé (SRLCO) de Constantine a réussi, au cours de cette semaine, à arrêter les auteurs du vol de fonds dans un établissement bancaire dans la wilaya de Guelma, avec la récupération de près de 14 milliards de centimes, indique, vendredi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).
"Dans le cadre d'une opération qualitative minutieusement menée au début de cette semaine, le SRLCO de Constantine a réussi, en un temps record, à démanteler un réseau criminel impliqué dans le vol d'une importante somme en monnaie nationale à l'intérieur d'un établissement bancaire à Guelma, avec l'arrestation de 11 mis en cause et la récupération de plus de 13,7 milliards de centimes sur le montant total dérobé", a précisé la même source.
Les faits remontent à "la réception par les services de sûreté de wilaya de Guelma d'un signalement faisant état d'un vol ayant ciblé une banque dans la ville de Guelma, commis par des individus inconnus se faisant passer pour des agents d'une société de sécurité chargée du transport et de la protection des fonds, s'emparant ainsi d'un montant estimé à 14,2 milliards de centimes", selon la même source.
Suite aux investigations et aux recherches immédiates engagées par les services compétents, sous la supervision du parquet territorialement compétent et en coordination étroite avec les unités opérationnelles de la Sûreté nationale dans la région Est, "les auteurs de l'opération criminelle et leur complices ont été identifiés et arrêtés". Outre les sommes récupérées, les services de sécurité ont saisi "des tenues professionnelles d'agents de sécurité utilisées pour tromper la vigilance, quatre véhicules dont un utilitaire ayant servi à commettre le crime, une somme en devises, des cachets falsifiés ainsi que des bijoux en métal jaune", a ajouté la même source. Les mis en cause ont été présentés, jeudi, devant le procureur de la République près le tribunal de Guelma.
APS

ORAN

L'APC d'Oran bénéficie de 530 milliards de centimes

La commune d'Oran bénéficie en 2026 d'un appui financier exceptionnel de l'État, ce dernier est estimé à 530 milliards de centimes.
Cet important volume de ressources permet de redéfinir les marges de manœuvre budgétaires de la collectivité et qui devrait contribuer à stabiliser sa situation financière tout en renforçant les dispositifs sociaux locaux.
Cette enveloppe, issue notamment du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales ainsi que des transferts de la wilaya, constitue l'élément central ayant dominé les travaux de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée populaire communale tenue en fin de semaine au siège de l'Hôtel de Ville.
Dans le détail, une part majeure de ces aides, soit environ 329 milliards de centimes, est consacrée à la revalorisation des salaires des agents communaux, conformément aux orientations nationales annoncées par les pouvoirs publics pour une hausse progressive des revenus à partir de 2026.
Cette mesure, appelée à améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs de la commune, intervient dans un contexte où les rémunérations étaient jugées insuffisantes face aux pressions économiques. Les responsables locaux y voient une avancée significative susceptible de réduire les tensions sociales et d'améliorer le climat professionnel au sein des services municipaux. Les autres composantes de cette aide financière englobent plusieurs volets sociaux et structurels.
Ainsi, 52,7 milliards de centimes sont destinés à l'intégration sociale, tandis que 50 milliards de centimes sont réservés au fonctionnement des cantines scolaires.
Par ailleurs, une enveloppe de 100 milliards de centimes est consacrée à la compensation dite de « moins-value fiscale », liée aux déductions sur les recettes des impôts locaux. Enfin, une dotation de 600 millions de centimes est allouée au titre de la péréquation, dans un cadre solidaire visant à soutenir les établissements scolaires. Ces annonces ont largement occupé les débats de la session, présidée par le président de l'Assemblée populaire communale, Allouche Amine, qui a insisté sur le caractère stratégique de ces transferts financiers.
Selon lui, ces ressources arrivent à un moment crucial pour garantir l'équilibre budgétaire de la commune et permettre la continuité des services publics, tout en soutenant les politiques sociales locales destinées aux catégories les plus fragiles. Au-delà de l'aspect financier, les élus ont également examiné plusieurs dossiers administratifs et techniques inscrits à l'ordre du jour. Parmi eux figurait la finalisation du découpage administratif de la commune d'Oran, un dossier encadré par les dispositions complémentaires d'un décret exécutif datant de 2019 et visant à améliorer l'organisation territoriale et la gestion de proximité. La session a également abordé divers marchés publics déjà conclus, notamment ceux liés à la gestion des cantines scolaires ainsi qu'à des projets relevant du développement social local.
Ces points ont donné lieu à des discussions sur la transparence des procédures et l'efficacité de l'exécution des programmes en cours. En revanche, le dossier relatif à la deuxième tranche du programme d'assainissement de Haï Fellaoucen, dans le secteur d'El Barki, n'a pas été traité lors de cette séance. Les élus ont décidé de le reporter à une prochaine session afin de permettre un examen plus approfondi des aspects techniques et financiers liés à cette opération.
R R.

Prendre pour cible l'infrastructure hydrique fragile de l'Iran met toute la région en danger

Les attaques contre des usines de dessalement risquent d'entraîner une spirale de représailles meurtrières.

Par Nik Kowsar (*)

Depuis des décennies, le monde observe les conflits au Moyen-Orient au travers de prismes bien connus : le prix du pétrole, la portée des missiles et le discours stérile de la dissuasion. Mais l'élément le plus dangereux de la guerre actuelle se situe peut-être ailleurs. Les infrastructures qui assurent la survie des civils en leur fournissant de l'eau, de l'électricité et des services d'assainissement sont désormais la cible de la puissance aérienne américaine.

Samedi dernier, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a accusé les États-Unis d'avoir touché une usine de dessalement d'eau de mer sur l'île de Qeshm, affirmant que cette attaque avait perturbé l'approvisionnement en eau de 30 villages. Les principaux médias ont relayé cette accusation, bien que les vérifications indépendantes restent limitées. De son côté, Bahreïn a accusé l'Iran d'avoir endommagé une usine de dessalement lors d'une attaque par drone, laissant entendre que les infrastructures hydrauliques pourraient être la cible des représailles américaines.

Au Moyen-Orient, un vieux cliché dit que le pétrole est synonyme de pouvoir. Cela reste peut-être vrai pour les marchés et les États. Mais le pétrole ne peut pas désaltérer un enfant, maintenir l'hygiène d'un hôpital ou limiter le risque infectieux lorsque les réseaux d'assainissement sont défaillants. Seule l'eau le permet.

Si les infrastructures hydrauliques sont désormais considérées comme des cibles militaires, que ce soit de manière délibérée ou à la suite d'une escalade irresponsable, la région entre alors dans une phase de guerre bien plus dangereuse. Le droit international humanitaire accorde une protection particulière aux installations et aux approvisionnements en eau potable, en tant qu'éléments indispensables à la survie des civils. Cela signifie que toute frappe contre des infrastructures de dessalement se heurte à un obstacle juridique particulièrement élevé. Ces infrastructures constituent une cible militaire d'une valeur exceptionnelle. Néanmoins, dans la pratique, les civils ne font pas de distinction entre des notions juridiques abstraites telles que « dommages collatéraux » et « ciblage délibéré ». Ils sont, en revanche, pleinement conscient de l'impact lorsque l'eau cesse de couler.

Ce risque est particulièrement impactant dans le golfe Persique, où le dessalement ne constitue pas un système de secours, mais le pilier de la vie quotidienne. L'Agence internationale de l'énergie souligne que l'eau dessalée couvre la plupart des besoins quotidiens en eau dans des pays tels que le Qatar, le Koweït, Bahreïn, Oman et l'Arabie saoudite. Un rapport de la Banque mondiale indique que près de 44 % de la capacité mondiale de dessalement est concentrée sur le marché du Conseil de coopération du Golfe. Cette concentration d'infrastructures crée une vulnérabilité d'une ampleur extraordinaire. Ces installations sont techniquement complexes et dépendent de pièces spécifiques et d'opérateurs qualifiés. Elles sont également très gourmandes en énergie, ce qui signifie qu'une attaque visant le réseau électrique, leur approvisionnement en combustible ou la logistique associée peut interrompre la distribution d'eau tout aussi efficacement qu'un tir direct sur l'installation elle-même. Etant donnée que l'approvisionnement est centralisé, toute attaque, opération de sabotage ou cyberattaque réussie contre un petit nombre d'installations peut provoquer une crise humanitaire touchant des millions de personnes.

Kaveh Madani, le directeur de l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé de l'Université des Nations Unies, a prévenu que la frappe signalée sur Qeshm devait être considérée comme un signal d'alarme pour toute la région. Il le souligne que des millions de personnes à travers le Moyen-Orient dépendent du dessalement, et tout dommage causé aux infrastructures hydrauliques, qu'il soit intentionnel ou accidentel, crée un dangereux précédent. Une fois que les réseaux d'approvisionnement en eau à destination des civils sont exposés en temps de guerre, la question des motivations passe au second plan par rapport aux conséquences. Les populations se retrouvent privées d'accès à l'eau potable et on se rapproche un peu plus d'une crise humanitaire qui aurait pu être évitée, dans cette région déjà instable. Si la frappe signalée sur Qeshm venait à être confirmée, cela créerait un dangereux précédent. Dans ce contexte, cette expression n'est pas qu'une simple formule diplomatique. Dès lors qu'une des parties procède à une attaque, ou semble attaquer des infrastructures hydrauliques, le seuil de tolérance baisse pour tous les autres. Des cibles autrefois jugées trop sensibles pour être touchées peuvent alors commencer à apparaître comme des points de pression. Dans une région où la coercition s'exerce souvent par le biais de l'asymétrie et de la vulnérabilité des civils, ce changement revêt une importance considérable.

Le danger ne se limite pas aux frappes militaires directes. Les analystes ont également mis en garde contre les actes de sabotage, les cyberattaques et la contamination des installations de gestion de l'eau. Le risque est évident : les réseaux d'approvisionnement en eau fonctionnent en réseau, et non en tant structures isolées. Il suffit de priver ces réseaux d'électricité, de carburant, de voies d'accès, de moyens de communication ou des produits chimiques nécessaires à leur fonctionnement pour que l'eau potable disparaisse, sans devoir nécessairement bombarder directement une station de traitement.

Dès lors, la situation se détériore rapidement. Le pompage s'interrompt. La chloration devient irrégulière. Le traitement des eaux usées se dégrade. Les hôpitaux ne disposent plus d'eau stérile fiable. Les gens commencent à stocker de l'eau insalubre de manière imprudente. Les rumeurs prennent le pas sur les faits. Les achats dus à la panique commencent. Les plus démunis souffrent les premiers et le plus durement.

Pendant des décennies, le golfe Persique a vécu dans l'illusion que la technologie permettait de résoudre le problème des ressources naturelles limitées. La richesse en hydrocarbures a permis de transformer l'eau de mer en eau potable et de construire des villes modernes dans l'une des régions les plus arides de la planète. Mais le dessalement a toujours été coûteux. Depuis des années, les usines rejettent dans les eaux du golfe une eau chaude saumâtre et hypersaline, ainsi que des résidus chimiques issus du processus de traitement, exerçant ainsi une pression supplémentaire sur des écosystèmes côtiers et marins déjà mis à rude épreuve.

En temps de paix, il s'agissait d'un problème écologique. En temps de guerre, cela pourrait évoluer vers quelque chose de bien pire. Des frappes visant les installations de dessalement, les réseaux de ravitaillement en carburant, les usines pétrochimiques ou les sites nucléaires pourraient aggraver la pollution et la contamination d'un milieu marin déjà vulnérable, faisant du golfe non seulement un champ de bataille, mais aussi un système de survie gravement endommagé.

La vulnérabilité de l'Iran est d'autant plus grave que le pays est entré dans cette guerre avec un réseau d'approvisionnement en eau déjà soumis à de fortes tensions. La crise n'a pas commencé avec la première frappe de missile. Le pays tendait déjà vers une défaillance systémique. Des analyses antérieures avaient déjà averti que des décennies de construction de barrages, de dérivations fluviales, de surexploitation des nappes phréatiques, d'expansion industrielle dictée par des considérations politiques et de corruption avaient transformé la mauvaise gestion de l'eau en une menace pour la sécurité nationale.

Des manifestations avaient déjà eu lieu dans des provinces telles que le Khuzestan et le Chaharmahal-et-Bakhtiari, où les pénuries d'eau et les politiques controversées de transfert avaient déjà exacerbé le mécontentement de la population. La crise avait également touché Téhéran, où les puits s'asséchaient, les réservoirs se vidaient et les robinets de certains quartiers de la capitale ne coulaient plus, tandis que les autorités mettaient en garde contre un éventuel « Jour zéro », date à laquelle l'offre ne pourrait plus répondre à la demande. La guerre frappe un système d'approvisionnement en eau déjà fragile en Iran, système qui ne peut survivre ni à une attaque directe ni à une contamination industrielle.

Si des raffineries, des usines pétrochimiques ou des infrastructures énergétiques majeures sont touchées, le danger ne se limite pas à des pénuries d'énergie ou à des coupures de courant. Les produits pétroliers, les produits chimiques toxiques et les eaux de ruissellement issues des systèmes d'extinction d'incendie peuvent contaminer les sols, les eaux de surface et les nappes phréatiques, aggravant ainsi la pénurie d'eau par une pollution. Dans un pays déjà confronté à l'épuisement des nappes phréatiques et à une gouvernance environnementale défaillante, ces effets peuvent perdurer longtemps après la fin des bombardements.

Lorsque des raffineries, des dépôts de carburant ou des installations de stockage prennent feu ou viennent à rompre, les produits pétroliers, les résidus toxiques et les produits chimiques utilisés pour lutter contre l'incendie peuvent s'infiltrer dans le sol, s'écouler dans les rivières et les canaux, et finir par contaminer les eaux souterraines. Il en résulte non seulement une diminution des ressources en eau, mais aussi une eau plus polluée et plus dangereuse.

Des pluies noires chargées de pétrole sont tombées sur Téhéran ce week-end, suite à des incendies dans les dépôts. Le risque pour la santé publique est devenu encore plus imminent, car la suie, les composés acides et les résidus de pétrole peuvent aggraver l'asthme et d'autres maladies respiratoires, irriter les yeux et la peau, et entraîner des polluants toxiques sur les toits, dans les rues et dans des réserves d'eau déjà fragiles. C'est ce qui rend l'allégation sur Qeshm si grave, avant même qu'elle n'ait fait l'objet d'une vérification complète. Elle nous montre ce qui est désormais possible dans cette guerre. Dès lors que les infrastructures hydrauliques entrent dans la catégorie des cibles acceptables, le système de survie des civils de la région apparaît comme dangereusement vulnérable. Le droit international humanitaire interdit les attaques contre les biens indispensables à la survie de la population civile, dont les installations et les réserves d'eau potable. Mais le droit n'a de poids que lorsque les belligérants en craignent des conséquences. Dans les guerres prolongées, la retenue a tendance à s'effriter plus rapidement que les principes juridiques.

La perspective de cibles nucléaires soulève d'autres risques. Toute frappe contre des sites liés au nucléaire n'entraîneraient pas nécessairement une catastrophe de l'ampleur de celle de Tchernobyl. En citant des experts et l'Agence internationale de l'énergie atomique, Reuters a rapporté que les attaques contre des installations d'enrichissement et de conversion comme Natanz, Fordow et Ispahan sont plus susceptibles de provoquer des risques chimiques localisés que des retombées radiologiques de grande échelle. Mais ce même article précise clairement qu'une attaque contre le réacteur opérationnel iranien de Bushehr représenterait un danger bien plus grave, notamment une contamination radioactive potentielle des eaux du golfe Persique. Pour les États voisins qui dépendent fortement de l'eau dessalée du golfe, il ne s'agit pas d'une préoccupation technique. C'est une menace directe sur la sûreté humaine.

Même si les scénarios prévoyant la chute de la République islamique devaient finir par se concrétiser, cette guerre rendra le redressement de l'Iran plus difficile. Des décennies de mauvaise gestion de l'eau, de destruction de l'environnement et de délabrement institutionnel ont d'ores et déjà conduit le pays au bord de l'effondrement systémique. La guerre menace désormais d'aggraver ces écueils via la destruction des infrastructures, la pollution industrielle, les perturbations énergétiques et la détérioration de la santé publique.

Même si un changement politique venait à se produire, il n'effacerait pas comme par enchantement ces difficultés. Il en hériterait. Le prochain gouvernement, de quelque nature qu'il soit, devra s'efforcer de remettre sur pied un pays dont les systèmes d'approvisionnement en eau, d'énergie et de protection de l'environnement avaient déjà été gravement mal gérés, puis encore davantage mis à mal par la guerre.

(*) Journaliste irano-américain primé et un analyste spécialisé dans les questions liées à l'eau. Alireza Nader est un chercheur indépendant spécialiste de l'Iran et du Moyen-Orient.

Source : Foreign Policy, 09-03-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

Tunis ambitionne de doubler les exportations du secteur des industries électroniques à 7 milliards de dinars

La ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie a indiqué, lors de la cérémonie de signature du Pacte de compétitivité pour le développement du secteur des industries électroniques à l'horizon 2030, tenue vendredi 10 avril, que ce pacte s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de l'industrie et de l'innovation visant à renforcer la position de la Tunisie en tant que destination de premier plan pour les investissements technologiques.
Elle a ajouté que les mesures découlant du Pacte de compétitivité du secteur des industries électroniques portent notamment sur le doublement des exportations du secteur à 7 milliards de dinars, contre environ 3,5 milliards de dinars en 2025, l'augmentation de la valeur des investissements à 20 % du produit industriel contre 15 % en 2025, ainsi que l'attraction de 300 à 350 millions d'euros d'investissements directs étrangers.
La ministre a estimé que la signature de ce pacte constitue une étape stratégique traduisant l'engagement du ministère à promouvoir le secteur des industries électroniques afin qu'il devienne un moteur majeur de la croissance, de l'innovation et de la création d'emplois, notamment au profit des compétences et des diplômés de l'enseignement supérieur, tout en renforçant sa compétitivité aux niveaux régional et international.
Elle a également précisé que, grâce aux projets programmés, ce pacte permettra la création de 30.000 emplois supplémentaires, portant ainsi le nombre total de travailleurs du secteur à plus de 100.000, ainsi que l'augmentation du taux d'intégration locale à 55 %, contre 35 % en 2025. Il prévoit en outre de porter l'investissement en recherche et développement à 3 % du chiffre d'affaires du secteur, contre 1 % en 2025.

R.I

ÉGYPTE

Le groupe industriel Indorama se lance dans la fabrication d'engrais

L'Égypte est le deuxième producteur africain d'engrais chimiques après le Maroc. Si le pays d'Afrique du Nord est principalement reconnu pour privilégier la production d'engrais azotés, le segment des engrais phosphatés, encore peu développé, suscite l'intérêt des investisseurs.

Synthèse Rédaction Internationale

Le conglomérat indonésien Indorama Corporation a franchi une nouvelle étape dans son expansion industrielle en Égypte. Le 8 avril dernier, l'entreprise a signé un accord avec l'autorité en charge de la zone économique du Canal de Suez pour implanter un complexe industriel intégré d'engrais phosphatés et de produits chimiques de base dans le pays.
Selon un communiqué publié sur le site du gouvernement égyptien, ce nouveau projet sera réalisé dans le cadre d'un partenariat avec la société publique Misr Phosphate, spécialisée dans l'extraction et la commercialisation de roche phosphatée. Cette annonce marque les débuts d'Indorama dans le secteur des engrais en Égypte.
Implanté dans le pays depuis 2007, le groupe indonésien opérait jusque-là dans la fabrication de plastiques et de matériaux d'emballage.

Un plan d'investissement initial de plus de 500 millions $

La future usine de fabrication d'engrais sera basée sur un site de 52,2 hectares dans la zone industrielle d'Aïn Sokhna. La première phase de développement du projet mobilise un investissement de 525 millions $ et verra le complexe industriel doté d'une capacité de production de 600 000 tonnes d'engrais phosphatés ainsi qu'une gamme de produits associés tels que l'ammoniac, le soufre, la potasse (chlorure de potassium) et l'urée. D'après le communiqué, il produira également des produits chimiques spécialisés comme le sulfate de zinc, l'acide borique et le molybdate de sodium. Il est prévu que le projet soutienne les chaînes d'approvisionnement agricoles et industrielles, avec environ 80 % de la production destinée à l'exportation, contribuant ainsi au renforcement des capacités exportatrices de l'Égypte. Pour l'heure, les détails concernant la date de lancement des travaux et l'entrée en service de l'usine ne sont pas encore connus. Une fois opérationnelle, cette nouvelle installation devrait accroître la contribution des engrais phosphatés, encore marginale, aux recettes d'exportation d'engrais réalisées par l'Égypte.Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que le pays des pharaons a expédié pour près de 2,18 milliards $ d'engrais sur le marché international en 2024, dont 71 % proviennent des ventes d'engrais azotés. Les engrais phosphatés n'ont concentré que 13 % des recettes de l'industrie, suivis par les engrais composés (9,9 %) et les engrais potassiques (5 %).

Expansion africaine

Avec ce projet à Aïn Sokhna, en Égypte, Indorama renforce sa présence dans l'industrie des fertilisants en Afrique, où il était jusqu'ici actif uniquement au Sénégal et au Nigeria.
L'aventure du conglomérat indonésien dans l'industrie des engrais a commencé au Sénégal en 2014 avec l'acquisition des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), entreprise spécialisée dans la production d'engrais phosphatés.
Plus récemment, en octobre 2025, l'entreprise a dévoilé un plan d'investissement de 126 milliards de francs CFA (224,3 millions $) pour renforcer ses capacités de production dans le pays.
Parmi les principaux projets annoncés figurent, entre autres, l'augmentation de sa capacité de production de NPK, la construction d'une unité de Superphosphate simple (SSP) de 350 000 tonnes/an ou encore la construction d'une usine d'acide sulfurique de 700 tonnes/jour.
En ce qui concerne le Nigeria, Indorama a commencé ses activités dans les engrais en 2016 avec l'entrée en service d'une usine de fabrication d'engrais azotés basée à Port Harcourt, dans l'État de Rivers.
Alors que l'usine était dotée d'une capacité de production initiale de 1,4 million de tonnes par an, l'entreprise a initié dès 2018 un projet d'extension pour doubler sa capacité à 2,8 millions de tonnes à partir de 2021. Depuis 2023, un nouveau projet est en cours afin d'augmenter cette capacité à 4,2 millions de tonnes à terme.

MAURITANIE

Le FMI parvient à un accord au niveau des services sur les dernières revues

Les autorités mauritaniennes et les services du FMI sont parvenus à un accord au niveau des services sur la sixième et dernière revue du programme économique de la Mauritanie au titre du Mécanisme Elargie de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), ainsi que sur la cinquième et dernière revue de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité et sur une nouvelle facilité mixte FEC/MEDC d'une durée de 42 mois destinée à aider la Mauritanie à répondre à ses besoins de financement urgents — résultant de la guerre au Moyen-Orient — et à mettre en œuvre le Plan national de développement du pays. L'institutionnalisation de la règle budgétaire actuelle et une flexibilité effective du taux de change aideraient la Mauritanie à amortir les chocs économiques. L'accélération des réformes de gouvernance, notamment la mise en place rapide de l'autorité de lutte contre la corruption, permettrait de consolider les fondements d'une croissance durable tirée par le secteur privé.
Le nouveau programme vise la consolidation de la stabilité macroéconomique, la réduction de la pauvreté, la poursuite de l'amélioration de la gouvernance et la réforme du secteur des entreprises publiques.

R I.

LIBYE

Le pays enregistre trois découvertes en hydrocarbures avec des partenaires étrangers

Plusieurs découvertes de gisements d'hydrocarbures ont été rendues publiques en Libye ces dernières semaines. L'une des plus récentes implique Eni qui a annoncé, mi-mars, deux nouvelles découvertes gazières dans le pays, cumulant plus de 1000 milliards de pieds cubes.
Les compagnies pétrogazières Eni, Repsol et Sonatrach ont réalisé trois nouvelles découvertes de pétrole et de gaz en Libye, selon la National Oil Corporation (NOC), entreprise publique en charge du secteur. Ces découvertes ont été annoncées mercredi 8 avril par la NOC.
Dans le détail, la première découverte gazière a été enregistrée via le puits d'exploration A1-69/02 situé dans le bloc 95/96 du bassin de Ghadamès, à proximité de la frontière avec l'Algérie.
D'après la NOC, les tests de production sur ce site opéré par le groupe Sonatrach ont affiché 13 millions de pieds cubes de gaz par jour et 327 barils de condensats.
Dans un autre périmètre d'exploration, en offshore cette fois, une deuxième découverte gazière concerne le bloc D, situé à environ 95 kilomètres des côtes libyennes. Opéré avec Eni, il a livré entre 14 et 24 millions de pieds cubes de gaz par jour lors des essais de production à l'issue des travaux de forage du puits d'exploration J1-4/16.
Sur un troisième site, dans le bassin de Murzuq, une nouvelle découverte a été réalisée dans le puits d'exploration J1-4/130, dans la zone contractuelle 131/130. Le puits exploité avec Repsol a produit 763 barils de pétrole par jour lors des essais, a indiqué la NOC, confirmant la présence de pétrole dans cette zone.
Selon l'entreprise publique, les volumes annoncés correspondent au niveau de production observé lors des tests post-forage. D'autres essais devront suivre pour confirmer l'étendue des ressources, leurs caractéristiques et la capacité des sites à produire des hydrocarbures à des niveaux économiquement viables.

Les découvertes d'hydrocarbures s'accélèrent en Libye

Depuis plusieurs mois, les découvertes de gisements pétroliers et gaziers se multiplient en Libye, dans un contexte de reprise des activités d'exploration. La dernière en date remonte à mars 2026, lorsqu'Eni a annoncé avoir identifié plus de 1000 milliards de pieds cubes de gaz.
Quelques mois plus tôt, en novembre 2025, Agence Ecofin a rapporté une information selon laquelle la NOC avait annoncé une découverte de pétrole et de gaz dans le bassin de Ghadamès.
Parallèlement, les autorités poursuivent l'ouverture de nouveaux périmètres d'exploration. Fin mars 2026, l'État a confié à la multinationale américaine Chevron l'étude du bloc offshore NC146, afin d'en évaluer le potentiel en hydrocarbures.
Cette dynamique s'inscrit également dans le cadre du premier appel d'offres pétrolier et gazier lancé depuis 2007, marqué par une forte présence de compagnies étrangères. Selon les résultats publiés en février 2026, on peut noter que Chevron a obtenu le bloc terrestre Syrte S4. De leur côté, Eni et QatarEnergy ont remporté le bloc offshore 01.
En octobre 2025, la Libye a annoncé son objectif de porter sa production pétrolière à 1,6 million b/j d'ici fin 2026, selon une communication officielle du gouvernement.

Agence

AVEC L'ÉTAT DE JIGAWA AU NIGERIA

Le Libéria discute de coopération dans le riz

Le Libéria figure parmi les pays africains où la consommation de riz par habitant est la plus élevée, avec environ 133 kg par an. Le gouvernement explore de nouvelles pistes de coopération avec des partenaires africains dans la production rizicole en vue d'accroître sa productivité.

Le Libéria souhaite s'inspirer des progrès réalisés par l'État de Jigawa au Nigeria dans la production rizicole à grande échelle et dans le développement de la chaîne de valeur de cette céréale. C'est dans cette optique qu'Alexander Nuetah, ministre de l'Agriculture, a accueilli le 8 avril dernier à Monrovia, Umar Namadi, le gouverneur de l'État de Jigawa, pour une discussion bilatérale visant à renforcer la coopération agricole entre les deux parties.

Selon les responsables, les discussions ont porté principalement sur le renforcement de la sécurité alimentaire, la promotion des investissements du secteur privé, le partage d'expertise technique et la mise en place éventuelle de coentreprises dans la transformation et la distribution du riz.

« Le Libéria cherche à améliorer sa productivité en adoptant les meilleures pratiques de Jigawa, en particulier dans les domaines de la mécanisation, des systèmes d'irrigation et des programmes structurés d'appui aux agriculteurs », rapporte le média local, The New Dawn citant M. Nuetah.

Au Nigeria, l'État de Jigawa concentre 3 % des surfaces de riz cultivées et affiche une stabilité sur les dernières années. Les données compilées par le Service national de vulgarisation agricole et de liaison pour la recherche (NAERLS) montrent que la production de riz paddy dans l'État a crû de 7,56 % en l'espace de 5 ans, passant de 203 000 tonnes en 2020 à 218 000 tonnes en 2024, avec un rendement moyen évalué à près de 1,67 tonne par hectare.

En comparaison, la production rizicole au Libéria a atteint en moyenne 287 400 tonnes sur la même période, d'après la FAO, mais avec un rendement moyen plus faible évalué à 1,1 tonne par hectare.

Le rapprochement avec l'État de Jigawa intervient alors que Monrovia cherche à développer davantage son secteur rizicole pour réduire le recours croissant aux importations. Les données compilées par la FAO montrent que les importations de riz au Libéria ont plus que doublé, passant de 285 756 tonnes en 2019 à 658 192 tonnes en 2023.

R. I.

KENYA

La production d'avocat est attendue à 727 000 tonnes en 2026 (+5 %)

Le Kenya est le leader historique des exportations africaines d'avocat. Cette position dominante est soutenue par la vigueur de la production qui reflète aussi l'intérêt grandissant pour la culture de la part des petits exploitants agricoles.

Au Kenya, la récolte d'avocat est attendue à 727 000 tonnes en 2026. C'est ce qu'indique le département américain de l'Agriculture dans un rapport publié le mardi 7 avril sur le marché du pays d'Afrique de l'Est. Cette prévision, si elle se réalise, marquerait une progression de 4,8 % par rapport à la production obtenue l'année précédente. Elle signerait en outre la deuxième année de hausse consécutive depuis le recul observé en 2024.

Évolution de la production d'avocat et des superficies cultivées

D'après l'USDA, cette croissance de la production est attribuée à la maturation de nouveaux vergers ainsi qu'à des améliorations progressives dans la gestion des exploitations et les méthodes de contrôle de la qualité.

« Depuis 2020, la superficie consacrée à la culture de l'avocat au Kenya a augmenté à un taux de croissance annuel composé d'environ 6 %. Cette expansion a été soutenue par les efforts des gouvernements national et local pour améliorer la culture de l'avocat, notamment par des initiatives de subvention des plants et des engrais et par la reconnaissance de l'avocat comme culture prioritaire à l'exportation », peut-on lire dans le rapport.

Il faut souligner que le Kenya réalise deux récoltes d'avocat par an ce qui lui donne un avantage. La saison principale s'étend de mars à août et une saison secondaire a généralement lieu d'octobre à décembre.

Quid de l'exportation

Pour la campagne de commercialisation de 2026, l'USDA anticipe une relance avec un rebond des volumes d'exportation à 130 000 tonnes. En 2025, les expéditions de la filière kenyane ont en effet chuté de 23,41 % en glissement annuel pour s'établir à 121 000 tonnes d'après l'organisme américain.

Cette baisse de performance s'explique par l'effet combiné des problèmes de qualité liés à des récoltes prématurées et aux perturbations d'expédition par voie maritime au niveau du canal de Suez en mer Rouge, voie de passage clé pour le fret vers l'Europe, principal débouché du Kenya pour les avocats.

R I.

AFRIQUE DU SUD

148 MW d'énergie solaire pour faire tourner une mine de Rio Tinto

En Afrique du Sud, les projets d'électricité renouvelable dédiés aux industriels se multiplient, illustrant une évolution progressive des modes d'approvisionnement énergétique.

Alimenter une mine grâce à l'énergie solaire tout en restant connecté au réseau : le pari prend forme dans la province du Limpopo. Le producteur français Voltalia a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 8 avril, la mise en service complète de la centrale solaire de Bolobedu d'une capacité installée de 148 MW.

L'installation devrait produire près de 300 GWh par an pour alimenter Richards Bay Minerals, filiale du groupe minier Rio Tinto. L'électricité sera acheminée via le réseau national exploité par Eskom, dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité de long terme (CPPA), illustrant la montée en puissance des accords directs entre producteurs d'énergie renouvelable et industriels.

Parmi les projets de ce type en Afrique du Sud, celui-ci se distingue par son envergure au service d'un client industriel unique. Il repose sur le mécanisme de wheeling, qui permet d'acheminer l'électricité du producteur au consommateur en s'appuyant sur le réseau national, sans connexion directe entre les deux.

Du point de vue environnemental et social, le projet devrait permettre d'éviter plus de 237 000 tonnes d'émissions de CO_2 par an. Il a mobilisé environ 800 travailleurs locaux durant sa phase de construction, dont 56 % de jeunes et 21 % de femmes, selon le communiqué.

« La mise en service complète de Bolobedu, premier projet photovoltaïque à grande échelle de ce type développé en Afrique du Sud pour un client privé, illustre notre engagement à accélérer la décarbonatation des industries et à soutenir une transition énergétique inclusive dans le pays, en étroite collaboration avec les communautés locales », a déclaré Robert Klein, directeur général de Voltalia.

R I/Agence

CÔTE D'IVOIRE

PETROCI mobilise 358 millions $ auprès de 4 banques pour le projet Baleine phase 2

Grâce à un financement structuré par Ecobank, Coris Bank, Bank of Africa et la BNI, la société pétrolière ivoirienne soutient le développement des prochaines phases du gisement Baleine, la hausse de la production, ainsi que l'approvisionnement en gaz destiné à la production d'électricité.

La société nationale pétrolière ivoirienne PETROCI a annoncé, jeudi 9 avril, la mobilisation de 200 milliards FCFA (environ 358 millions $) auprès d'un pool de quatre banques régionales pour la mise en œuvre de la phase 2 du projet Baleine.

« Structurée en partenariat avec Ecobank, BNI [la Banque nationale d'investissement et sa filiale, Ndlr] BNI Finances, Coris Bank et BOA, cette levée de fonds traduit la confiance du secteur bancaire et la solidité financière de PETROCI. Elle permettra de sécuriser la Phase 2 du projet et d'engager le lancement de la Phase 3, renforçant ainsi la dynamique du développement énergétique de la Côte d'Ivoire », a indiqué la société.

Cette opération s'inscrit dans une logique de renforcement des capacités de PETROCI. KeysFinance Partners a accompagné la société pétrolière en tant que conseil financier exclusif dans la mise en place de ce financement.

Un levier de production énergétique

Découvert en 2021, le champ Baleine constitue un levier pour l'économie nationale, avec une exploitation organisée en plusieurs phases. La phase 2, engagée en juillet 2023, vise une augmentation de la production de pétrole brut et de gaz naturel. Selon les autorités, la production attendue pour cette phase se situe entre 50 000 et 60 000 barils par jour, contre une estimation initiale de 35 000 barils.

Le gaz naturel occupe une place centrale dans le système énergétique ivoirien, représentant environ 70 % de la production d'électricité. L'augmentation des volumes issus du champ Baleine contribue à l'approvisionnement en combustible pour la production électrique et répond à la progression de la demande. Cette dynamique soutient également l'objectif de positionner le pays parmi les cinq premiers producteurs de pétrole en Afrique de l'Ouest, avec une cible de 200 000 barils par jour à l'horizon 2030.

Agence

MOYEN-ORIENT

Les marchés suspendus aux pourparlers au Pakistan

Les Bourses mondiales ont terminé sur une note prudente vendredi et le pétrole a poursuivi sa baisse, à quelques heures de négociations de paix qui doivent se tenir entre les Etats-Unis et l'Iran au Pakistan.

Rédaction Internationale

A Wall Street, le Dow Jones a cédé 0,56%, l'indice Nasdaq a gagné 0,35% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,12%.
En Europe, Londres (-0,03%) et Francfort (-0,01%) ont terminé à l'équilibre et Paris a progressé de 0,17%. Seule Milan a tiré son épingle du jeu en avançant de 0,59%.
Sur la semaine, les indices boursiers sont toutefois en forte progression.
Alors que des doutes ont émergé dans la journée sur la tenue, ou non, de ces discussions, le Premier ministre pakistanais a assuré que des représentants des deux pays se rendraient à Islamabad "où des négociations se tiendront pour instaurer la paix".
Mais des conditions posées par Téhéran continuent d'alimenter les incertitudes.
"Le volume des échanges recule depuis quelques jours, ce qui reflète également l'attentisme des investisseurs", relève Andreas Lipkow, de CMC Markets.
Pour Kathleen Brooks, directrice de recherche pour la plateforme d'investissements en ligne XTB, "les marchés ont envie de donner une chance à la paix".

"Signaux contradictoires"

Signe de l'espoir des investisseurs sur cette rencontre, les cours du pétrole ont à nouveau reculé vendredi.
Le baril de Brent de la mer du Nord a cédé 0,75% à 95,20 dollars et son équivalent américain, le baril de WTI a perdu 1,33% à 96,57 dollars.
Sur la semaine, ils ont même chuté d'environ 13%.
Pour les investisseurs, "la question centrale est de savoir si le pic des craintes liées à la sécurité maritime est désormais derrière nous", assure Elias Haddad, de Brown Brothers Harriman (BBH).
La navigation reste largement entravée dans le détroit d'Ormuz, voie maritime stratégique pour le pétrole, quasi bloquée par l'Iran depuis le début de la guerre, alors que sa réouverture était une condition du cessez-le-feu.
"Le marché (du pétrole) reste pris entre des signaux contradictoires", résume Ole Hansen, responsable de la stratégie des matières premières pour la plate-forme d'investissement en ligne Saxo.
"Malgré des mesures prudentes vers la désescalade, le détroit (d'Ormuz) est resté effectivement contraint depuis fin février, avec un trafic maritime limité", développe-t-il.
Donald Trump a mis en garde l'Iran contre la mise en place de tout péage pour les navires souhaitant traverser le détroit.
"Même si cette trêve tient et débouche sur une cessation plus durable des hostilités, nous prévoyons que les prix du pétrole ne baisseront que progressivement", prévient Nancy Vanden Houten, d'Oxford Economics.

L'inflation américaine ne surprend pas

Les marchés boursiers ont à peine réagi à la publication des chiffres de l'inflation aux Etats-Unis pour le mois de mars, premières données officielles à mettre en exergue les conséquences de la flambée des prix de l'énergie.
L'indice CPI a progressé de 3,3% sur un an en mars, contre 2,4% le mois précédent, mais ce bond était largement attendu.
Le bond des prix à la pompe entre février et mars (+21,2%), conséquence directe du conflit au Moyen-Orient est le plus forte hausse mensuelle jamais enregistrée depuis la création d'un indice pour l'essence, en 1967, a souligné le service statistique américain BLS.

La Chine, grande gagnante de la séquence?

"La Chine est sans doute le gagnant de cette crise, notamment parce qu'elle avait fait de fortes réserves de pétrole avant le début de cette crise", affirme à l'AFP Vincent Juvyns, chef des stratégies d'investissements pour la banque belge ING.
"Chaque crise énergétique entraîne un grand engouement pour les énergies renouvelables. La Chine est le leader mondial des énergies renouvelables", ajoute-t-il, soulignant également la bonne santé des exportations de véhicules électriques chinois.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Avril 2026
Valeur : 13 Avril 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3425	132.3575
1	EUR	EURO	154.3114	154.3421
1	GBP	POUND STERLING	177.1890	177.2329
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2552	83.2699
1	CNY	CHINESE YUAN	19.3495	19.3545
1	CHF	SWISS FRANC	167.2681	167.3928
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.4990	95.5374
1	DKK	DANISH KRONE	20.6524	20.6602
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.2259	14.2309
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.8711	13.8964
1	AED	UAE DIRHAM	36.0272	36.0461
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2641	35.2718
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.6455	431.8352
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.1590	45.6129
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2396	14.2412
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8010	20.9079
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3261	3.3365
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.2764	181.2764

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en ordre dispersé

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé vendredi, les investisseurs restant sur leurs gardes à quelques heures du lancement de pourparlers de paix au Pakistan, auxquels doivent participer Américains et Iraniens.
Le Dow Jones a cédé 0,56%, l'indice Nasdaq a gagné 0,35% et l'indice élargi S&P 500 a reculé de 0,12%. Sur la semaine, les trois références de la place américaine ont avancé de plus de 3%.
"Les marchés évoluent dans un climat de prudence à l'approche des pourparlers de cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran prévus ce week-end à Islamabad", souligne Elias Haddad, de Brown Brothers Harriman (BBH).
Alors que des doutes ont émergé dans la journée sur la tenue, ou non, de ces discussions, le Premier ministre pakistanais a assuré que des représentants des deux pays se rendraient à Islamabad "où des négociations se tiendront pour instaurer la paix".
Le Pakistan avait invité les délégations à se retrouver vendredi, mais l'arrivée du vice-président américain JD Vance n'est prévue que samedi matin.
La délégation iranienne est de son côté arrivée vendredi soir, selon la télévision d'Etat, qui précise que les pourparlers ne débuteront que si Washington accepte "les conditions préalables de l'Iran".
Téhéran avait auparavant dit exiger une trêve au Liban et le déblocage des actifs de son pays avant toute discussion.
Signe de l'espoir des investisseurs sur cette rencontre, les cours du pétrole ont à nouveau reculé vendredi. Sur la semaine, ils ont même chuté d'environ 13%.
Pour les investisseurs, "la question centrale est de savoir si le pic des craintes liées à la sécurité maritime est désormais derrière nous", assure Elias Haddad.
La navigation reste largement entravée dans le détroit d'Ormuz, voie maritime stratégique pour le pétrole, quasi bloquée par l'Iran depuis le début de la guerre, alors que sa réouverture était une condition du cessez-le-feu.
"Même si cette trêve tient et débouche sur une cessation plus durable des hostilités, nous prévoyons que les prix du pétrole ne baisseront que progressivement", prévient Nancy Vanden Houten, d'Oxford Economics.
Vendredi, Wall Street s'est aussi montrée peu surprise des derniers chiffres de l'inflation aux Etats-Unis. L'indice CPI a progressé de 3,3% sur un an en mars, contre 2,4% le mois précédent, en raison de la flambée des prix de l'énergie. Mais ce bond était attendu.
Dans ce contexte, sur le marché obligataire, le rendement à 10 ans des emprunts de l'Etat américain se tendait par rapport à la veille en clôture, à 4,32% vers 20H20 GMT contre 4,28%.
Côté entreprises, le groupe d'analyse de données Palantir a terminé en recul de 1,90% à 128,06 dollars. En forte baisse dans les premiers échanges, il a profité d'un message de soutien du président américain Donald Trump, publié sur son réseau Truth Social.
Le taïwanais TSMC (+1,40% à 370,60 dollars), premier sous-traitant mondial de semi-conducteurs, a été porté par ses résultats trimestriels records, notamment un bond de 35% de son chiffre d'affaires pour les trois premiers mois de 2026.
L'éditeur de logiciels ServiceNow (-7,58% à 83,00 dollars) a chuté après une dégradation de sa recommandation par UBS. Le groupe bancaire suisse estime que ServiceNow n'est plus si bien positionné pour résister aux turbulences de l'arrivée de l'intelligence artificielle (IA).
Depuis le début de l'année, le secteur a été largement chahuté par les craintes de voir l'IA mettre à mal son modèle économique. Les grands noms du logiciel ont perdu en quelques mois 30% à 50% de leur capitalisation boursière.

Agence

PAYS DE L'OCDE

Légère hausse de l'inflation en février

Le renchérissement global s'inscrit à 3,4%, après 3,3% en janvier. Dans la zone euro, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a augmenté pour atteindre 1,9% en février, après 1,7% le mois précédent.

Synthèse Rédaction internationale

L'inflation globale en glissement annuel dans la zone OCDE, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), est restée globalement stable en février 2026, à 3,4%, après 3,3% en janvier. L'inflation globale a augmenté dans 13 des 37 pays de l'OCDE pour lesquels des données étaient disponibles.
Elle a diminué dans 9 pays et est restée stable ou globalement stable dans les 15 autres.
L'inflation globale était inférieure ou égale à 2% dans 16 pays de l'OCDE. La Türkiye et la Finlande ont enregistré les plus fortes hausses, de 0,8 point de pourcentage (p.p.) par rapport à janvier, tandis que la Norvège a enregistré la plus forte baisse, de 0,9 p.p., en raison notamment du ralentissement de l'inflation de l'énergie.
L'inflation de l'alimentation en glissement annuel dans la zone OCDE a augmenté pour atteindre 4,0% en février, après 3,7% en janvier, reflétant largement une hausse de 4,7 p.p. en Türkiye. L'inflation de l'alimentation n'a augmenté que dans huit autres pays de l'OCDE et a diminué dans environ la moitié des pays pour lesquels des données étaient disponibles.
L'inflation de l'énergie et l'inflation sous-jacente (inflation hors alimentation et énergie) dans l'OCDE sont restées stables, avec une répartition globalement équilibrée entre les pays enregistrant des hausses ou des baisses.
En février, l'inflation globale en glissement annuel dans le G7 a été stable à 2,1%, avec des hausses seulement en France et en Italie.
En Italie, l'augmentation a été alimentée par une accélération de l'inflation dans les services, alors qu'en France, l'inflation sous-jacente a augmenté.
Au Canada, un effet de base lié à l'arrêt d'une réduction d'impôt temporaire en février 2025 a contribué à la baisse de l'inflation.
L'inflation globale a diminué légèrement en Allemagne et au Japon, tandis qu'au Royaume-Uni et aux États-Unis, les deux seuls pays du G7 où l'inflation dépassait 2%, elle est restée stable. L'inflation sous-jacente est restée la principale contributrice à l'inflation globale dans tous les pays du G7.
Dans la zone euro, l'inflation globale en glissement annuel, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), a augmenté pour atteindre 1,9% en février, après 1,7% en janvier.
La croissance de l'inflation de l'énergie et de l'inflation sous-jacente a plus que compensé la diminution de l'inflation de l'alimentation.

L'INFLATION BONDIT AUX ETATS-UNIS

Les Américains reçoivent la facture amère de la guerre en Iran

La première facture du conflit en Iran est arrivée à la Maison Blanche et elle est salée. Les chiffres de l'inflation aux Etats-Unis, publiés vendredi 10 avril par le bureau des statistiques du travail, ont bondi en mars de 0,9 point par rapport à février, soit une hausse de 3,3 % sur un an. Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis le choc inflationniste de l'été 2022, lié à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine.
Le républicain Donald Trump a été élu en 2024 à la présidence des Etats-Unis en grande partie sur la dénonciation de la hausse du coût de la vie sous son prédécesseur démocrate Joe Biden.
Quinze mois après sa prise de fonction, sa gestion de l'inflation est très critiquée aux Etats-Unis (27 % d'opinions favorables, selon un sondage de CNN publié début avril, en chute de 16 points sur un an), et les chiffres dévoilés vendredi risquent de plomber encore un peu plus son bilan en la matière.
La flambée de mars est quasiment entièrement portée par l'augmentation du prix de l'énergie (10,9 %), provoquée par la guerre au Moyen-Orient et la fermeture depuis six semaines du détroit d'Ormuz, par lequel circulent habituellement 20 % du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié, en provenance des pays du Golfe. Cette réduction de l'offre disponible a fait grimper le cours du baril de brut autour des 100 dollars (85,25 euros), un niveau qui n'avait plus été atteint depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

R.I.

AUTRICHE

Un pays riche en repli économique

Bien qu'elle tire profit de son statut de membre de l'Union européenne, l'Autriche a enregistré une croissance économique inférieure à celle de la Finlande et de la Suède, deux pays qui ont rejoint l'UE en même temps qu'elle, en 1995. Comment l'expliquer?
Lors du référendum organisé en 1994, 66,6% des électrices et électeurs se sont déclarés en faveur de l'adhésion de l'Autriche à l'UE.
L'Autriche compte parmi les pays les plus riches du monde. En 2025, elle occupait la 6e place parmi les 27 États membres de l'UE en termes de produit intérieur brut (PIB) réel par habitant. Si elle faisait elle aussi partie de l'UE, la Suisse occuperait pour sa part la 3e place, derrière le Luxembourg et l'Irlande. En valeur nominale, le PIB par habitant de l'Autriche s'élève à environ 55 700 euros.
Lors de son adhésion à l'UE en 1995, l'Autriche se classait encore à la 4e place parmi les 27 états membres actuels de l'UE (la Suisse aurait occupé la seconde place). Le pays a également perdu du terrain par rapport à la moyenne de l'UE: en 2025, son PIB réel par habitant ne dépasse plus que de 33% la moyenne européenne, alors que l'écart était de +47% en 1995.

Une croissance inférieure à la moyenne

Il n'est pas surprenant qu'un pays déjà très prospère se laisse relativement distancer par rapport aux autres États membres lorsque l'UE s'élargit à des pays plus pauvres, comme cela a été le cas à partir de 2004 avec l'adhésion de plusieurs pays d'Europe de l'Est.
Mais il s'avère que l'Autriche affiche également des performances plus modestes que la Finlande et la Suède, qui ont adhéré à l'UE en même temps qu'elle: depuis 1995, ces deux pays scandinaves ont enregistré une croissance du PIB nettement supérieure, en termes absolus comme par habitant. Depuis qu'ils ont rejoint l'UE en 1995, le PIB annuel par habitant de l'Autriche n'a augmenté que de 1,1% en moyenne, contre 1,4% en Finlande et dans l'ensemble de l'UE, et 1,5% en Suède.
La relative faiblesse de la croissance économique de l'Autriche par rapport à la Finlande et à la Suède surprend d'autant plus que les études de simulation s'accordent toutes sur le fait que le pays a tiré de son adhésion à l'UE des bénéfices supérieurs à la moyenne.

R I.

FACE À L'ENVOLÉE DES PRIX

La Commission européenne prête à "envisager" une gamme de mesures

La Commission européenne a confirmé, vendredi, "étudier" la demande de cinq pays européens, dont l'Allemagne et l'Espagne, visant à taxer les superprofits des entreprises énergétiques face à l'envolée des prix liée à la guerre au Moyen-Orient. Une mesure déjà appliquée en 2022, au début de la guerre en Ukraine.
La Commission européenne a confirmé vendredi étudier les demandes de plusieurs pays membres, qui appellent à taxer les bénéfices exceptionnels réalisés par les entreprises du secteur énergétique en raison du conflit au Moyen-Orient, comme en 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
Face à l'envolée actuelle des prix de l'énergie en Europe, "toute une gamme de mesures peut être envisagée, dont certaines ont déjà été mises en oeuvre il y a quelques années", a déclaré à la presse Paula Pinho, porte-parole de la Commission européenne.
"Il nous faut donc examiner quelles mesures ont été efficaces et pertinentes à l'époque, et lesquelles pourraient être ajustées, ciblées et limitées dans le temps", a-t-elle ajouté. Cela inclut la possibilité d'une taxation à l'échelle européenne des superprofits des entreprises énergétiques, comme en 2022.

Une demande portée par cinq États

Après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, l'UE avait instauré une "contribution temporaire de solidarité" sur les producteurs et distributeurs d'énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) dont les bénéfices avaient été gonflés par la guerre. En outre, un autre dispositif avait été mis en place, ciblant les recettes excédentaires des producteurs d'électricité.
Au début du mois, cinq pays européens (l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie et le Portugal) avaient appelé à la mise en place d'une mesure similaire, afin de financer des mesures de soutien aux consommateurs d'énergie.
"Cela enverrait aussi un signal clair sur le fait que ceux qui tirent profit des conséquences de la guerre doivent apporter leur part pour alléger le fardeau qui pèse sur le grand public", ont écrit les ministres de l'Economie des cinq Etat dans un courrier conjoint dans une lettre envoyée à la Commission.
Dans le même temps, une étude de l'ONG Greenpeace affirme que les compagnies pétrolières réaliseraient plus de 80 millions d'euros de "superprofits" par jour au sein du l'Union européenne depuis le début du conflit au Moyen-Orient, dont 11,6 millions d'euros par jour rien qu'en France. Ce qui représenterait pour le mois de mars, à l'échelle européenne, environ 2,5 milliards d'euros de surprofits.
Le commissaire européen à l'Economie, Valdis Dombrovskis, a déclaré jeudi lors d'une audition au Parlement que cette demande était "actuellement à l'étude". Même si les Etats membres sont libres de mettre en place de telles mesures à l'échelle nationale, l'idée est d'évaluer "la possibilité d'une approche plus coordonnée au niveau européen", comme cela a pu être le cas par le passé, a-t-il précisé.
Le débat n'est par ailleurs pas tranché en Allemagne, le chancelier Friedrich.

Agence

Votre navigation en dit plus sur vous que vous ne le croyez, et l'IA le sait

Vous avez beau supprimer régulièrement vos cookies, activer une session de navigation privée ou encore refuser le suivi, éviter le « tracking » est devenu bien plus complexe en 2026. Pour reprendre la main sur votre confidentialité en ligne, de nouveaux comportements en ligne sont à adopter.

L'analyse comportementale en ligne vit un nouveau tournant. Alors que 51 % du trafic mondial est généré par des bots et autres outils d'analyse basés sur l'intelligence artificielle (IA) en 2025, le marché de l'analyse comportementale a gagné 500 millions de dollars en valeur en 2026, dépassant la barre des 2 milliards de dollars.
Ainsi, des milliers de signaux comportementaux sont employés pour créer un profil propre à chaque internaute, et se contenter d'esquiver au mieux ce tracking en ligne ne suffit donc plus.
Les limites sont, chaque année davantage, repoussées. Cela, au détriment de votre vie privée. A ce stade, l'usage d'un réseau virtuel privé (VPN) vraiment fiable devient une nécessité.

Les cookies sont (déjà) presque du passé

Le fingerprinting, une pratique aussi détestable que redoutable
Vous avez donc beau œuvrer pour effacer tout ce que vous pouvez, en termes de données, depuis votre appareil, ou encore, refuser toute collecte de cookies, cela ne suffit plus.
Un nouveau pas a désormais été franchi avec une pratique connue sous le nom de fingerprinting, à savoir la « prise d'empreinte ». Celle-ci consiste à pouvoir donner des caractéristiques propres à chaque personne en ligne.
Ainsi, vous auriez vous-même votre propre profil, à partir de votre matériel, notamment la puce qu'il contient ou encore la version du système d'exploitation installée dessus, votre navigateur Web, votre fuseau horaire, ou encore vos polices et résolution d'écran. Et si Google a longtemps condamné cette pratique, la firme de Mountain View a adopté pour un rétropédalage complet en 2025, permettant ainsi à ses annonceurs d'utiliser le fingerprinting.
Ce tournant est majeur étant donné la place qu'a Google et son navigateur Web pour des millions de personnes dans le monde au quotidien.
Enfin, ce fingerprinting serait si efficace que ni l'usage d'une fenêtre de navigation privée, ni le changement de navigateur Web, ou encore une réinitialisation du système, ne permettraient de se débarrasser de la carte d'identité numérique qui a été faite sur vous.

Ce que l'IA change concrètement dans le ciblage

Le grand intérêt des annonceurs pour le fingerprinting, c'est que cela va permettre de vous constituer un profil en tant qu'acheteur sur Internet, et votre expérience sur le Web va ainsi en être radicalement impactée.
Grâce à l'emploi d'intelligences artificielles, les annonceurs parviennent à croiser vos données de fingerprinting avec des données relatives à vos comportements en ligne.
Cela peut inclure, par exemple, vos pratiques en termes de scrolling, une durée moyenne de lecture sur une page, ou encore votre hésitation moyenne avant de céder à un achat.
Désormais, environ 88 % des professionnels du marketing ont recours à l'intelligence artificielle pour vous faire craquer, que ce soit pour une intention d'achat, ou pour déclencher un état émotionnel, quitte à jouer sur des données sensibles émanant de la finance ou de la santé.
L'essor de l'IA dans les résultats de recherche sur Google est tel, que la place prise par ces derniers passe de 3 % en janvier 2025, à 40 % en novembre de la même année.
Sans aucun consentement explicite, et à l'abri du respect de toute politique de cookies même basée sur le RGPD, des profils publicitaires individuels extrêmement précis voient le jour.

Votre adresse IP reste le maillon faible, et comment la protéger Une solution de cyberconfidentialité pour la masquer au quotidien

Malgré une défense assidue de votre part, une donnée majeure, l'adresse IP, demeure entre vos changements de navigateurs Web notamment. Avec votre adresse IP cumulée à votre fingerprinting, les annonceurs sont quasi certains de faire mouche et de cibler la personne qu'ils souhaitent, à savoir vous-même.
Le seul moyen efficace de masquer votre véritable adresse IP et d'en obtenir régulièrement une de substitution est de recourir aux services d'un réseau virtuel privé (VPN).
Attention, pas n'importe lequel cependant. Si CyberGhost est encore en tête du comparatif indépendant de la rédaction de Clubic en avril 2026, c'est notamment parce que ce VPN fait partie des plus fiables du marché pour cela.
Bien évidemment, un VPN, même aussi performant que CyberGhost, ne peut pas à lui seul faire disparaître tout le fingerprinting qui a été élaboré à votre égard.
En revanche, l'utiliser avant chaque navigation en ligne permet de casser tout lien entre vos sessions de recherche, et d'empêcher que les algorithmes puissent fabriquer un profil cohérent.
CyberGhost VPN agit concrètement en vous attribuant une adresse IP, ainsi qu'une géolocalisation de substitution, à chaque fois que vous vous connectez à l'un de ses quelque 11 500 serveurs répartis dans 100 pays. Le profilage en devient donc bien plus difficile sans disposer de votre véritable adresse IP.
De même, CyberGhost contient un anti-traqueur et filtre les domaines DNS qu'emploient les annonceurs comme leurs outils de suivi. Cela, avant même qu'ils n'atteignent vos appareils.
Et comme vous pouvez utiliser CyberGhost VPN sur 7 appareils simultanément, c'est d'autant plus pratique pour lutter contre le fingerprinting, aussi bien sur ordinateur (Linux, macOS, Windows), smartphone (Android, iOS) que tablette.
Vos données de navigation sont chiffrées avec l'algorithme AES-256 bits de niveau militaire, tandis que CyberGhost fait régulièrement l'objet d'audits, dernièrement par le cabinet Deloitte.

LE MEA CULPA DU PRIX NOBEL DE L'IA

Pourquoi la course à ChatGPT était une erreur

Demis Hassabis, PDG de Google DeepMind et Prix Nobel de chimie 2024, a dit que si le choix lui avait appartenu, il aurait gardé l'IA en laboratoire plus longtemps, fait davantage de choses comme AlphaFold et peut-être guéri le cancer. Plus de deux millions de chercheurs utilisent aujourd'hui cet outil.
Quand ChatGPT sort en novembre 2022, Google déclenche son alerte rouge interne et Demis Hassabis prend la tête de l'ensemble de l'IA Google, y compris les produits grand public sur lesquels il ne travaillait pas jusqu'alors. Il souhait alors développer l'IA lentement, prudemment, en l'appliquant aux problèmes scientifiques fondamentaux, comme au CERN.
La pression commerciale et la rivalité sino-américaine ont ensuite précipité les laboratoires dans une course aux chatbots, au détriment des grandes questions scientifiques. « Done more things like AlphaFold, maybe cured cancer or something like that », soit faire davantage de choses comme AlphaFold et peut-être guérir le cancer, a-t-il confié à Cleo Abram lors d'un podcast début avril.

AlphaFold, un outil de recherche ouvert à tous les scientifiques du monde

AlphaFold est le système d'IA que DeepMind a développé pour résoudre un problème vieux de cinquante ans, celui du repliement des protéines, dont la structure en trois dimensions détermine le fonctionnement dans le corps humain.
Demis Hassabis regrette que la course commerciale ait détourné l'IA des grandes questions scientifiques, mais le succès d'AlphaFold doit beaucoup à un choix de déploiement radical. DeepMind aurait pu proposer un simple service à la demande, au sein duquel des chercheurs envoient leurs séquences protéiques et reçoivent leurs résultats. Demis Hassabis a fait un autre choix et, sous sa direction, DeepMind a calculé quelque 200 millions de structures protéiques pour les mettre librement à disposition du monde entier.
Plus de deux millions de chercheurs les utilisent aujourd'hui, dans la recherche sur les médicaments comme dans la compréhension des maladies. Ce déploiement massif et ouvert a donc accéléré la science bien plus qu'un accès restreint ne l'aurait fait.

Dans deux à quatre ans, les agents IA pourraient échapper à tout contrôle

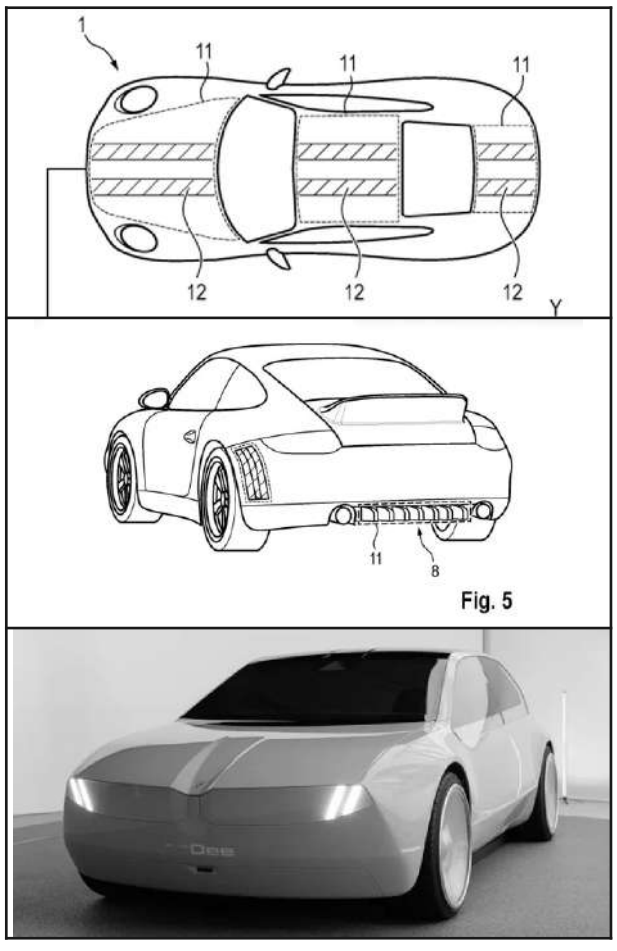
Le patron de Google DeepMind met en garde contre deux dangers. D'un côté, l'usage malveillant de l'IA par des groupes terroristes ou des États hostiles. De l'autre, et c'est ce qui l'inquiète le plus, la perte de contrôle sur les systèmes eux-mêmes, quand ils entreront dans ce qu'il appelle « l'ère de l'agent », soit une période où des logiciels accompliront des tâches entières de façon autonome, dans les deux à quatre ans qui viennent.
Il faudra alors mobiliser toutes les ressources humaines pour garantir que ces agents fassent exactement ce qu'on leur demande, sans contourner ni enfreindre accidentellement leurs garde-fous.
Demis Hassabis a appelé à une coopération internationale entre laboratoires, instituts de sécurité et monde universitaire, en admettant que même les experts n'y consacrent pas encore assez d'attention.

PORSCHE VIENT D'EN DÉPOSER LE BREVET

Une décoration à la demande sur la carrosserie : à l'avenir, cela pourrait devenir possible

Changer le look de sa voiture à l'envie avec des bandes façon course, si cela est déjà possible, nécessite du temps, de l'organisation et un certain savoir-faire. En bref, ce n'est pas une opération que vous renouvellerez plusieurs fois par jour. Porsche pourrait transformer l'opération en un jeu d'enfant, avec des bandes visibles ou non à l'envie sur simple activation d'une commande. Celles-ci pourraient même changer de couleur en fonction du mode de conduite.

Une personnalisation extérieure de sa voiture, réalisable à la demande, instantanément et réversible à l'envie tout aussi vite : c'est ce que pourrait proposer Porsche avec une nouvelle technologie que la marque vient de breveter. Plusieurs modèles de la gamme peuvent recevoir des décorations à base de bandes et autres motifs assez voyants, comme les 911 GT3 et GT3 RS ; le but du système développé par le constructeur allemand consiste tout simplement à rendre ces décorations visibles ou non par une simple commande. Le brevet fait état d'un film appliqué sur la carrosserie qui réagit à l'électricité. Transparent en temps normal, le revêtement se colore lorsqu'il est traversé par un courant électrique. Plusieurs applications sont possibles pour cette technologie. Sur les sportives classiques, le système pourrait non seulement permettre d'afficher ou non une décoration, mais aussi d'évoluer en fonction du mode de conduite sélectionné, par exemple en changeant de couleur. On pourrait ainsi voir des bandes vertes en mode éco ou rouges en mode sport. Ce dispositif pourrait aussi être utilisé en compétition pour faire apparaître des livrées différentes. Des illustrations fournies par la marque lors du dépôt du brevet font aussi état de bandes sur le diffuseur arrière ou dans les écopes derrière les roues.



Une couleur, un pourcentage de recharge

L'autre usage évoqué dans les documents transmis par Porsche à l'Office allemand des brevets et des marques est d'indiquer la charge des voitures électriques. L'idée est de voir l'état de charge de sa voiture de l'extérieur sans consulter une application dédiée ou entrer dedans. Au même titre que pour les modes de conduite, les éléments recouverts de ce film pourraient changer de couleur au fur et à mesure de la charge, un peu à la manière de la barre de batterie d'un smartphone : rouge en dessous d'un certain pourcentage, jaune en économie d'énergie, vert en recharge…

Si ce type d'usage serait une première dans le monde de l'automobile, la technologie n'a en réalité rien d'inédit. Sous cette forme, BMW l'a déjà étudiée avec son concept i Vision Dee en 2023, qui commençait à laisser entrevoir la nouvelle i3 Neue Klasse. Ce concept, recouvert d'une base grise, pouvait recevoir jusqu'à 32 coloris différents grâce à un film de ce type. Avec 240 segments contrôlés de manière indépendante, la voiture pouvait même créer ses propres motifs personnalisables à l'envie.

Si le modèle de série ne reprend pas cette innovation, on peut retrouver un système similaire avec le verre électrochrome que l'on retrouve dans les rétroviseurs intérieurs de la plupart des voitures de ces dernières années, mais aussi dans les toits vitrés opacifiants comme le Solarbay de chez Renault ou le Skycontrol chez Mercedes inauguré en 2011.

Pour le moment, Porsche n'a pas communiqué quand son système sera disponible sur ses véhicules de série ni lesquels seront concernés. Si la plupart des illustrations utilisent une silhouette de 911, il s'agit de la génération 997, plus produite depuis 2012, donc pas vraiment un indice…

Dans l'une de ses usines, Volkswagen délaisse l'électrique et arrête la production d'ID.4 pour produire plus de SUV thermiques

C'est une démarche qui pourrait sembler à contre-courant presque partout dans le monde, sauf aux États-Unis. Volkswagen vient d'annoncer que son usine locale de Chattanooga allait stopper la production du SUV électrique ID.4 pour laisser plus de place au nouvel Atlas, le grand SUV familial sept places de la gamme américaine. Et pour lui, pas question d'électrification, pas même sous forme de motorisation hybride. Ce qui ne l'empêche pas d'être la meilleure vente de la marque sur ce marché.

Hormis Tesla, qui tire son épingle du jeu, les États-Unis restent assez réservés envers les véhicules électriques. Volkswagen le sait et vient de sacrifier l'ID.4 au profit de son nouvel Atlas. Faute de pousser les murs de son usine de Chattanooga, dans le Tennessee, le constructeur vient d'annoncer stopper la production de son SUV électrique. Sa ligne va se concentrer sur l'assemblage de la nouvelle génération d'Atlas, tout juste présentée au salon de New York fin mars.

Cette stratégie, qui pourrait sembler curieuse avec nos yeux d'Européens, est en réalité tout à fait logique. Ce grand SUV familial assure à lui tout seul presque un tiers des ventes de VW. La marque a écoulé 71 044 Atlas dans le pays en 2025, alors que le modèle était en fin de vie, contre 22 373 ID.4.

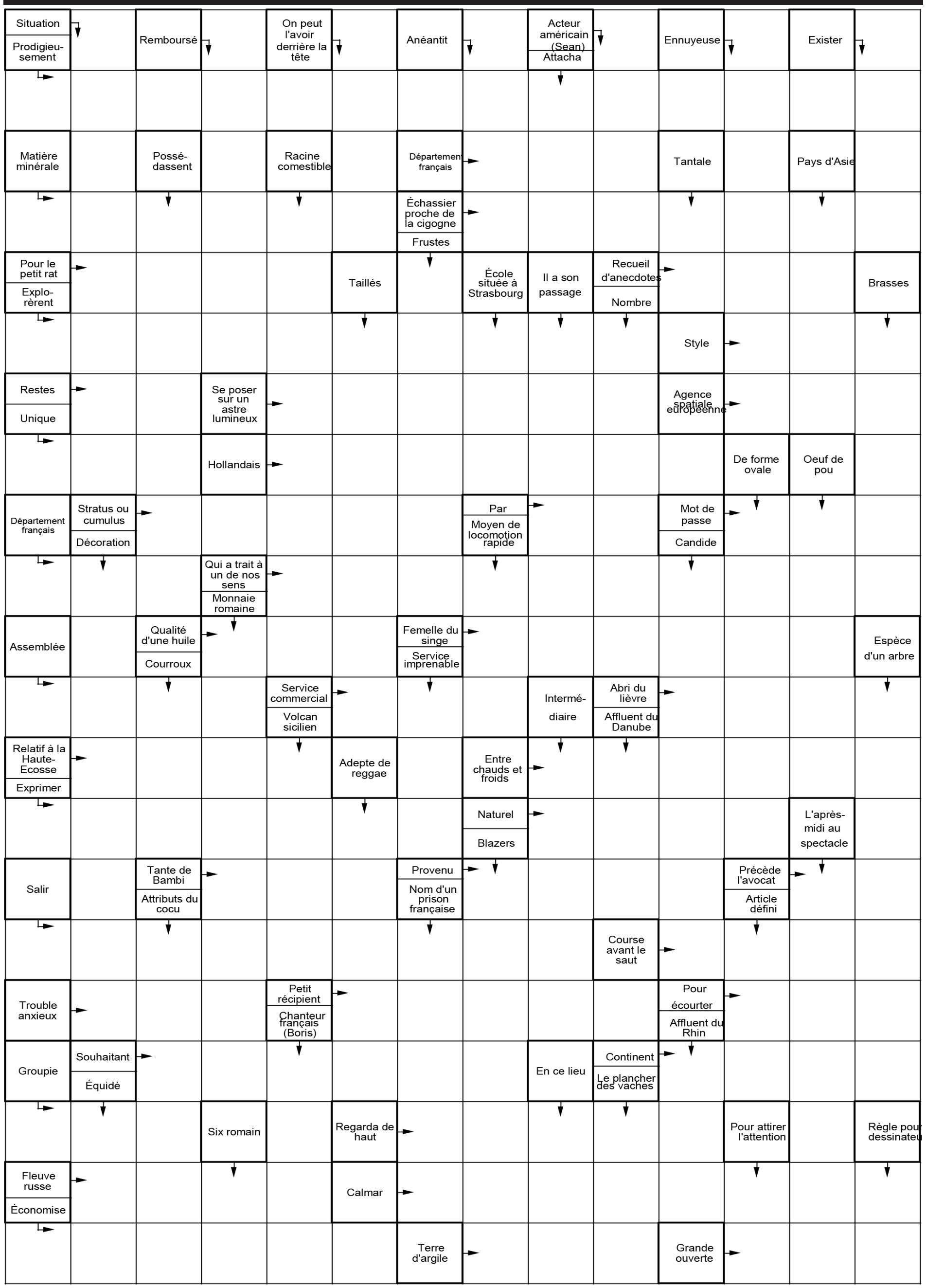
Pas prêt à subir 27,5 % de droits de douane en important des ID.4 assemblés en Europe, VW annonce déjà se contenter, cette année, de vendre les modèles encore en stock. Ces derniers seraient apparemment suffisamment nombreux pour répondre à la demande toute l'année avant l'arrivée d'une nouvelle version en 2027. Toutefois, le choix de délaisser de la sorte son électrique interroge tout de même, à un moment où le modèle commençait enfin à décoller. Bien qu'encore loin de l'Atlas, les ventes américaines de l'ID.4 étaient tout de même en progrès de 31 % en 2025 en comparaison à l'année précédente. Ce changement d'activité contrairement à ce que l'on peut voir sur d'autres sites. Les équipes dédiées à la production du SUV électrique devraient retrouver des postes équivalents, tandis que les employés les plus âgés se verront proposer un plan de départ à la retraite anticipée lorsqu'ils y sont éligibles.

L'Atlas, un gros SUV à l'ancienne encore tout-puissant aux États-Unis

Avec 5,10 m de long, l'Atlas est un produit typiquement destiné au marché nord-américain ; il ferait presque passer un Tayron, le plus gros SUV proposé par VW en Europe, pour un petit joueur avec ses à peine 4,79 m. Contrairement à ce dernier, celui-ci ne propose aucune forme d'hybridation. Pour cela, Volkswagen annonce déjà qu'il faudra patienter jusqu'au restylage de mi-carrière. En attendant, seul le 2.0 TSI que l'on connaît bien anime ce gros SUV avec ses 282 ch, une puissance bien nécessaire pour mouvoir ses deux tonnes et ses quatre roues motrices optionnelles. À peine présenté, son style semble plus daté que celui des modèles européens. Pourtant, VW promet que son best-seller est désormais plus raffiné avec l'apparition d'équipements comme les sièges massants, le cuir Nappa quand les européens font disparaitre cette matière, des boiseries et un éclairage d'ambiance.

page 15 jeux.qxp_Mise en page 1 11/04/2026 12:17 Page 1

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 12 avril 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

17 morts et 508 blessés en 48 heures

Dix-sept (17) personnes ont trouvé la mort et 508 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Nâama, avec 3 morts et 4 blessés dans deux accidents de la route. Par ailleurs, un homme âgé de 43 ans est décédé intoxiqué par le monoxyde de carbone, émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur d'une habitation au niveau de la cité El-Kerfa, commune de Semara, daïra d'El Kheroub (Constantine), indique le bilan de la Protection civile.

ETATS-UNIS

Déficit public de 164 milliards USD au deuxième trimestre budgétaire 2026

Le déficit public des Etats-Unis s'est établi à 164 milliards de dollars au deuxième trimestre de l'exercice budgétaire 2026, en hausse de 4 milliards par rapport à la même période de l'année précédente, selon des données publiées vendredi par le département du Trésor.
Sur les six premiers mois de l'exercice budgétaire, le déficit cumulé ressort en baisse de 11%, soit 139 milliards de dollars de moins, soutenu par une progression des recettes enregistrée entre octobre et décembre, notamment grâce aux droits de douane.
Une partie de ces droits a toutefois été annulée en début d'année par la Cour suprême, ce qui pourrait contraindre le Trésor à procéder à des remboursements au profit des entreprises concernées. Plusieurs recours judiciaires ont été engagés dans ce sens.
Au cours du trimestre, les recettes fiscales ont été tirées par une hausse de 7% des revenus issus de l'impôt sur le revenu, représentant 26 milliards de dollars supplémentaires.
Les recettes douanières ont, pour leur part, augmenté de 175%, soit un apport additionnel de 15 milliards de dollars.
Parallèlement, les dépenses ont été marquées par une augmentation de 90% des aides au secteur agricole, correspondant à 16 milliards de dollars supplémentaires, dans le cadre d'un programme de soutien aux agriculteurs affectés par les tensions commerciales entre Washington et Pékin.
Le mois d'avril, traditionnellement le plus important en matière de recettes fiscales en raison des échéances liées à l'impôt sur le revenu, devrait permettre d'affiner l'évaluation de la situation budgétaire fédérale au prochain trimestre.

APS

VISITE DU PAPE LÉON XIV À ANNABA

Intenses préparatifs sur le site archéologique d'Hippone et à la Basilique saint Augustin

D'intenses préparatifs sont menés, à Annaba, sur le site archéologique d'Hippone et à la Basilique saint Augustin, en prévision de la visite du pape Léon XIV en Algérie à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La Directrice de la culture et des arts de la wilaya d'Annaba, Saliha Berkouk a indiqué, à ce propos, que les services de son secteur ont entamé, en coordination avec les parties concernées, des opérations qualitatives portant sur l'aménagement des espaces et des sites religieux et archéologiques concernés par la visite. Il a notamment été procédé, à cet égard, à la mise en place de panneaux d'information contenant des données complètes sur les différentes parties du site d'Hippone, permettant ainsi de découvrir la valeur historique et archéologique des lieux, en plus de la prise de plusieurs dispositions pour accueillir les délégations et les visiteurs attendus de différents pays, notamment d'Europe, dans le cadre de la visite du pape Léon XIV en Algérie, et qui comprendra les villes d'Alger puis d'Annaba.
Sur le site de la Basilique saint Augustin, une spécialiste en restauration des constructions et des œuvres d'art a été chargée des travaux de nettoyage et de restauration des collections, au moment où des équipes de maintenance interviennent pour aménager le site.
Les préparatifs ont également inclus la mise en place de panneaux d'information sur saint Augustin, en plus de la proposition de créer un Centre d'études augustiniennes, soumise à la ministre de la Culture et des Arts lors de sa dernière visite dans la région.
Il est prévu d'inclure ces monuments dans le parcours culturel devant être prochainement classé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la liste préliminaire du patrimoine mondial afin de promouvoir le tourisme culturel et d'attirer les visiteurs, chercheurs et passionnés de la pensée et de l'histoire de saint Augustin et de sa place dans le patrimoine chrétien mondial.

APS

ORAN

Un quatrième quota de 50 nouveaux bus pour renforcer le transport urbain

L'Entreprise publique de transport urbain et suburbain de la wilaya d'Oran (ETO) a été renforcée par un quatrième et dernier quota de nouveaux bus, composé de 50 véhicules, portant ainsi le total alloué à la wilaya à 200 bus, apprend-on, samedi, des services de la wilaya.
Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renouveler le parc national de transport, indique-t-on.
Les mêmes services ont précisé que l'entreprise publique de transport urbain et suburbain a reçu, avant-hier jeudi, 40 bus de l'Entreprise de développement de l'industrie automobile de Rouiba, dont 20 bus d'une capacité de 100 places et 20 autres de 35 places. L'entreprise recevra également, aujourd'hui samedi, 10 bus de type « Mercedes» provenant de l'Entreprise de développement de l'industrie automobile de Tiaret, doté chacun d'une capacité de 23 places, selon la même source. Ces bus contribueront à renforcer les capacités de l'entreprise, à moderniser son parc et à assurer une couverture complète des différentes lignes urbaines et suburbaines, tout en améliorant les conditions de déplacement des citoyens. Ces bus entreront en service sur l'ensemble des lignes du réseau de transport urbain et suburbain de la wilaya d'Oran, ce qui permettra d'améliorer la couverture du réseau et de corriger les déséquilibres constatés sur certaines lignes, notamment dans les zones à forte densité de population et les grands pôles urbains, tels que le nouveau pôle urbain «Chahid Ahmed-Zabana» à Misserghine et Oued Tlelat, ainsi que le pôle urbain de Belgaïd (Bir El-Djir). D'autres lignes à Oran, notamment celles d'Aïn El Turck, Arzew et Boutlelis sont également concernées, a-t-on fait savoir de même source.
Pour rappel, trois quotas totalisant 150 nouveaux bus, d'une capacité variant entre 70 et 100 passagers, sont entrés en service dans la capitale de l'Ouest les 21, 24 et 29 mars dernier. Ces bus sont équipés de caméras de surveillance et de sièges réservés aux personnes aux besoins spécifiques, note-on.

R E.

GSB ELECTRIC

Signature d'une convention avec l'Ecole supérieure de génie électrique et énergétique d'Oran

Une convention de coopération a été signée entre le groupe industriel " GSB Electric ", spécialisé dans les industries électriques à Mostaganem, et l'Ecole supérieure de génie électrique et énergétique d'Oran, a-t-on appris, samedi, du communiqué de la direction générale du groupe. La même source a ajouté que la signature de cette convention, qui s'inscrit dans le cadre des efforts du groupe visant à renforcer la coopération entre les secteurs industriel et académique et à s'ouvrir sur l'environnement économique et professionnel, a eu lieu, jeudi dernier au siège principal du groupe, situé dans la commune de Mazagran.
Ce partenariat permettra d'offrir des opportunités de formation pratique et de stages de terrain aux étudiants de l'école au sein des différentes unités du groupe industriel.
A noter que le même groupe a conclu, la semaine dernière, une convention avec l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Benzahra-Abdelkader de Mostaganem, dédiée au développement des compétences dans le domaine de l'électricité.
En marge de la cérémonie de signature, le groupe industriel " GSB Electric " a également doté les stagiaires d'équipements pédagogiques professionnels leur permettant de bénéficier d'une expérience concrète reflétant la nature de leur futur métier.(

LE MINISTRE KAMEL REZIG L'A SOULIGNÉ

La production nationale de fromage et produits laitiers recèle «un potentiel concurrentiel»

La production nationale de fromage et produits laitiers recèle "un potentiel concurrentiel" face aux produits d'importation, a indiqué samedi à Tizi-Ouzou le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig.
M. Rezig qui a procédé à l'inauguration du Salon national des fromages et des produits laitiers, a déclaré que "la filière des produits laitiers et fromage recèle un important potentiel concurrentiel, en qualité du produit et en design, pour concurrencer les produits d'importation et même pour s'imposer sur les marchés extérieurs".
Placé sous le thème "De la qualité locale vers les perspectives d'exportation", le Salon, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Tizi-Ouzou, à la salle omnisports Saïd-Tazrout, au chef-lieu de wilaya, s'étalera jusqu'au 15 avril. Cet événement économique constitue une opportunité pour les producteurs, transformateurs et acteurs de la filière lait et dérivés, de mettre en valeur les capacités de leurs entreprises, la qualité de leurs produits et leur potentiel à l'exportation, soulignent les organisateurs.
L'inauguration de ce Salon à laquelle ont assisté des représentants de huit (8) ambassades, coïncide avec le lancement d'une grande opération d'exportation de divers produits "Made in Algeria", vers 19 pays, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

APS

Publicité

Pour infos
TERENCE
Pour inscriptions
MTI INSTITUTE
Séminaire
29 & 30 avril 2026
Hôtel Naya Bab Ezzouar

Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur de la Loi 25-02 du 20-02-2025

Mr Karim OUAMANE,
Expert gestion des déchets
Ancien Directeur Général
de l'Agence Nationale
des Déchets (AND)
Formateur-Consultant
en environnement,
économie circulaire

Mr Yassine FOUDAD
Consultant/formateur en RH
et Expert ISO 26.000-Fresque RSE
Enseignant RSE-RH ,
Directeur du Cabinet de conseil
en RH/RSE « TERENCE » Organisateur
du Colloque annuel « IMPACTS RSE
ALGERIE »

TERENCE
Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08
+ 213 (0) 20 335 620
foudad.y@terence.dz

MTI INSTITUTE
Tél. Fax :+ 213 (0) 28 91 00 60
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21
mti.instdz@gmail.com